



Magouilles et corruption des élites - Partie 11 : En France, prolifération des réseaux d'influence US



Pour comprendre ce qu'il se passe aujourd'hui, la connaissance de la période des réseaux stay-behind est un atout important. Ces réseaux d'influence US sur l'armée et les renseignements dans les pays européens ont permis de contrôler la politique, le business, la culture, et de faire basculer l'opinion publique toujours plus à droite.

Si aujourd'hui nos dirigeants politiques sont tellement fanatiques d'une doctrine ultra libérale destructrice, s'ils sont prêts à mettre à bas la démocratie au premier prétexte venu, c'est parce que tout a été fait pour que nous en arrivions là.

Après l'Angleterre, la Suisse et l'Italie, retour sur l'installation des réseaux stay-behind en France.

En 1990, le 1er ministre italien Giulio Andreotti a déclaré que plusieurs pays dont la France étaient membres du système Gladio. Ce fut un scandale dans les différents pays concernés, sauf en France.



Mitterrand, qui a évidemment cherché à dissimuler la vérité aux citoyens en déclarant que l'armée secrète était inactive depuis belle lurette, était parfaitement au courant.

Les médias français ont diffusé des rumeurs autorisées allant dans le sens de la version officielle et se sont consacrés à la guerre au Koweït. Alors que les médias de toute l'Europe demandaient des comptes, en France le mot d'ordre était "silence !".

Depuis les années 60, Mitterrand était en contact régulier avec les faucons américains. Il est entré en contact dès 1974 avec l'ambassadeur à Paris John Irwin, et en 1975, alors simple premier secrétaire du parti socialiste, il a rencontré Henry Kissinger au Département d'Etat à Washington, pour lui promettre que le PS était atlantiste même s'il fricotait avec les communistes pour gagner des élections.

Puis en 1978, il a rencontré Jimmy Carter, toujours à Washington [1].



L'armée secrète en France, une seconde vie pour les fascistes et collabos

Le Monde

Consulter
le journal

ACTUALITÉS ▾

ÉCONOMIE ▾

VIDÉOS ▾

OPINIONS ▾

CULTURE ▾

M LE MAG ▾

ARCHIVES

Partage

ITALIE Après les révélations de M. Andreotti L'affaire " Gladio " secoue la classe politique

" Une crise institutionnelle est ouverte. " " Qu'on le veuille ou non, la deuxième République italienne est à notre porte. " " Des mystères au chaos. " Sans être partagés par tous les observateurs, ces commentaires alarmistes relevés dans la presse transalpine illustrent bien le climat d'ébullition politique qui secoue la péninsule depuis la découverte de l'opération " Gladio ", une structure parallèle de renseignement et d'action créée il y a trente ans et toujours en activité (le Monde du 7 novembre).

Le Monde ·

Publié le 08 novembre 1990 à 00h00 - Mis à jour le 08 novembre 1990 à 00h00 - Lecture 2 min.

En France, nous sommes encore priés de croire que les réseaux stay-behind ont été mis par terre en 1958, quand De Gaulle est revenu au pouvoir. Le système n'aurait duré que 10 ans, ce qui amène à se demander pourquoi Mitterrand a refusé d'ouvrir les archives en 1991.

En effet, les US se sont appuyés très tôt sur les membres de la résistance gaulliste, notamment les ex Collabos comme on l'a vu, qui ont largement contribué à permettre le retour au pouvoir de de Gaulle.

Quand le 1er ministre Italien Giulio Andreotti a déclaré que Mitterrand était bien présent à la dernière réunion du stay-behind, en octobre 1990, Chevènement a affirmé que cette armée, qui existait donc bien, était inopérante et serait restée "en sommeil" depuis des années.



C'était en tout cas le plan de com' mis en place en petit comité afin de nier au maximum la réalité vis-à-vis de cette ingérence des Etats-Unis dans la vie politique française depuis plus de 40 ans.



L'Humanité

ACTUALITÉ SOCIÉTÉ SOCIAL-ECO CULTURE ET SAVOIR SPORTS MONDE PLANÈTE EN DÉBAT VOS DROITS



LUTTE SOCIALE. 1948, LES MINEURS DÉFENDAIENT LE DROIT DE VIVRE

Vendredi, 19 Octobre, 2018 | Pierre Outtertyck

Violemment réprimés par le pouvoir socialiste de l'époque, les mineurs de 1948 et leurs familles continuent le combat, remettant en cause répressions et discriminations, exigeant réparations et réhabilitations.

Les enjeux en France étaient au moins aussi importants qu'en Italie : les tensions sociales y étaient aussi prégnantes, les communistes y étaient aussi puissants, les idées et valeurs de gauche aussi populaires. Les US se sont donc activés pour que les opinions publiques et les dirigeants rentrent dans la ligne politique et économique de Washington.

François de Grossouvre, éduqué chez les Jésuites, ex Collabo et bras droit de Mitterrand, tué d'une balle au lendemain du début officiel de la guerre au Rwanda en avril 1994, a joué un rôle important dans la coordination des réseaux stay-behind français.



Juste avant l'élection de Mitterrand, l'affairiste d'extrême droite proche de la CIA Jean Violet l'avait fait entrer au Cercle Pinay un lobby atlantiste, anticommuniste et pro-Europe. Et dès son élection en 1981, Mitterrand a promu Grossouvre chef des renseignements. Arrêtons-nous un peu sur le personnage.

Fils du fondateur de la Banque française du Liban, il s'est marié à une héritière d'industriels du sucre. Tout en étant membre de groupes d'extrême droite, notamment de la Cagoule et d'une milice de Darnand [2], il aurait finalement rejoint la résistance pour jouer le rôle d'agent double au service des US.

Il a été l'un des dirigeants de l'armée "Rose des vents" à partir de 1950 dans la région lyonnaise[3], l'embryon d'armée secrète en France, mis en place en 1947.



Grossouvre a officiellement rencontré Mitterrand à la fin des années 50 (alors que les deux ont fréquenté la cagoule et l'extrême droite depuis les années 30) par le biais de Pierre Mendès-France et a ensuite contribué à étendre son cercle de relations dans les milieux industriels et d'affaires. C'est ainsi qu'il a été l'un des principaux financiers des campagnes électorales de Mitterrand en 1965, 1973 et 1981.

Quant à la version autorisée sur le revirement de **Grossouvre** du côté de la Résistance à la fin de la guerre, elle est donnée par Gérald Arboit, chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) :



"Sous le nom de "Colbert", celui-ci avait été un agent de l'Organisation de résistance de l'armée (1942-1944), pour le compte de laquelle il avait infiltré le Service d'ordre légionnaire, une organisation militarisée fortement collaborationniste (1942-1943) ; sous le nom de code de "Monsieur Leduc", il contacta "dix personnes de son entourage qu'[il] juge[ait] aptes à encadrer un réseau de résistance en région Rhône-Alpes"". Le Service d'Ordre Légionnaire était une milice vichyste paramilitaire dirigée par le Collabo Joseph Darnand.



Le vieil ami de Mitterrand était chevalier de l'Ordre de Malte dont il était ambassadeur au Maroc. L'Ordre de Malte se veut un ordre religieux catholique, bien qu'il ait repris tout le décorum templier dont ils disent descendre directement, né en France au début du XIXe siècle. Il est divisé en différentes branches, dont l'une très présente en France s'appelle l'"ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte".

L'intérêt de cet ordre –et d'une partie de ses dérivés- n'est pas seulement de distribuer des breloques et de flatter les idiots avec des initiations ridicules : l'Ordre bénéficie des attributs de la diplomatie, avec des ambassades, des passe-droit et des valises diplomatiques dans les Etats (nombreux hélas) qui le reconnaissent.



L'Ordre de Malte est une marionnette, comme les Jésuites, les Rose-croix, les Illuminés de Bavière, la Franc-Maçonnerie, la Golden Dawn, l'Ordo Templi Orientis, l'Order of Nine Angles etc. Mais on y reviendra.

Officiellement Grossouvre était surtout connu comme un industriel, détenant une licence exclusive avec Coca-Cola [4] depuis les années 50, et ayant évidemment des contacts avec les représentants de cette entreprise, dont certains étaient proches des renseignements US. A cette époque, Grossouvre était aussi correspondant du SDECE dans la région lyonnaise et chargé de mettre en place des cellules stay-behind dans la région.

Devenu le parrain de Mazarine, au sujet de laquelle il a contribué à organiser le secret d'Etat, il s'est converti en patron de presse : actionnaire principal de La Montagne et le Journal du Centre dans les années 70, financier de l'Express, journal anticommuniste et atlantiste, depuis sa création en 1953[5]. Selon un câble de l'ambassade des Etats-Unis à Paris destiné à Washington datant de février 1984, Grossouvre "a connu, conseillé (et financé) Mitterrand pendant plus de vingt ans et ils sont considérés comme de bons amis".



En 1985, selon certains observateurs tenants de la thèse du suicide, Grossouvre aurait été écarté de toutes fonctions officielles par Mitterrand, tout en conservant son bureau à l'Elysée, ses gardes-du-corps et son appartement de fonction au quai Branly, au-dessus de celui de Mazarine et sa mère.



Grossouvre : sa famille conteste la thèse du suicide

Par Patrice de Méritens | Mis à jour le 16/06/2010 à 18:22 / Publié le 16/06/2010 à 18:14



Et puis le 7 avril 1994, au lendemain du déclenchement de la guerre au Rwanda [6] et alors qu'il avait prévu de se rendre à une soirée, il se serait tiré une balle dans la tête dans son bureau. Un suicide toutefois contesté par la famille [7], qui s'est étonnée de voir fouiller les affaires et le coffre-fort personnel de Grossouvre et une enquête totalement bâclée. Il est devenu conseiller international pour les avions Marcel Dassault jusqu'en 1986 mais aurait continué à assurer des missions discrètes pour le compte de Mitterrand.

Le 7 novembre 1990, le secrétaire général de l'OTAN, l'Allemand Manfred Wörner, a convoqué les ambassadeurs de l'Alliance Atlantique pour une réunion à huis clos au cours de laquelle il a déclaré que le SHAPE (le commandement militaire de l'OTAN), coordonnait bien les actions de Gladio. Cela, alors que l'OTAN avait diffusé un démenti la veille, et refuse depuis tout commentaire sur les "secrets officiels", qui pourtant nous concernent au premier chef.

Par ailleurs, un chercheur allemand a montré que les dirigeants des services secrets de plusieurs pays européens dont la France, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Luxembourg, se sont réunis plusieurs fois dans les années 80-90 pour organiser une stratégie de désinformation sur les réseaux stay-behind.



Comment en est-on arrivé là ? A la fin de la guerre, les communistes, qui avaient été meneurs dans la Résistance, étaient puissants en France. C'est ce qui leur a permis de créer et de mettre en œuvre le programme du Conseil national de la Résistance (appelé "Les jours heureux"), qui a donné nombre d'acquis sociaux en cours de destruction totale. Evidemment, cette gloire du parti Communiste, qui a écrasé les autres partis aux communales de 1945, n'était pas du goût des US.

Dès 1945, les communistes alliés aux socialistes cumulaient la moitié des voix et des sièges à l'assemblée constituante. Mais malgré cela, de Gaulle ne leur a confié que quatre ministères [8]. Il y a donc eu une conjonction d'intérêts pour faire en sorte que la France reste bien à droite, dans l'orthodoxie économique, sociale, politique et culturelle, et pour qu'elle ne s'oppose pas trop aux objectifs des Américains.

L'ambassadeur US James Caffery qui suivait la situation politique en France comme le lait sur le feu était très clair avec les français : il n'y aurait d'aide financière dans le cadre du plan Marshall que si le socialiste Ramadier restait à la tête du gouvernement. C'est en effet le plan Marshall qui a été le premier levier d'influence US en France dans les années d'après-guerre, comme on l'a vu dans la partie sur le sabotage de l'épuration. Les US ont donc maintenu tant bien que mal des gouvernements centristes au pouvoir contre le vote des citoyens, afin d'éviter le retour de De Gaulle d'une part, et l'accès des communistes aux postes-clés d'autre part.



Depuis la fin 1946 la situation sociale était très tendue, et en 1947 de nombreux secteurs industriels étaient en grève comme le rappelait L'Humanité du 2 juin 2017 : "Dès juin, la situation économique s'aggrave. Alors que, avec la reconstruction du pays, les profits des entreprises quintuplent, une inflation de plus de 60 % fait grimper les prix et ronge un pouvoir d'achat pourtant fortement stimulé par les hausses de salaire et des prestations familiales dues aux lois Croizat de 1946. Partout monte la colère contre la vie chère et les blocages de salaires. La grève de Renault d'avril fait contagion, s'étend massivement aux usines Citroën, Berliet, Peugeot, puis aux grands magasins et à EDF. L'acmé est atteinte avec les grèves de Marseille le 12 novembre, où 4 000 militants investissent l'hôtel de ville et le palais de justice. Le 17, la grève gagne les carreaux des mines, qui protestent contre la révocation de Léon Delfosse, président communiste des Charbonnages du bassin houiller du Nord".



Par ailleurs, les prix augmentaient, les ravitaillements en blé étaient insuffisants et il a fallu réduire les rations de pain jusqu'à 200 grammes par adulte en juin 47.

Les américains contrôlaient aussi le ravitaillement en charbon, également insuffisant pour que le pays tourne normalement sans s'endetter.

Annie Lacroix-Riz montre [9] qu'en limitant les exportations en blé et en charbon vers la France, les US savaient parfaitement quelles en seraient les conséquences sociales et donc politiques : "Nous avons montré ailleurs que les refus de livraison, officiellement motivés à Washington par "l'effet inflationniste de nouveaux achats gouvernementaux", ne devaient rien à une impossibilité matérielle (récolte ou transports), monétaire ou commerciale : les zones privilégiées, Bizone en tête, bénéficièrent en avril de livraisons massives qui mirent Henri Bonnet,

partisan résolu entre tous de l'alliance américaine, au désespoir.

Washington, si attentif aux répercussions socio-politiques, après la Conférence de Moscou, de "la situation économique française", enrichit singulièrement les "possibilités" dont parlait l'Ambassadeur en mars.

Début avril, Caffery écrivit avec un mélange de détachement et de compréhension présumée - presque comme si Washington était étranger au dossier : "on peut s'attendre à ce que //es difficultés" de la France en matière de ravitaillement céréalier "augmentent considérablement au début de mai, lorsque les chargements à l'intérieur du pays cesseront complètement en raison de l'épuisement progressif des approvisionnements.

Cette situation, dont la gravité n'a même pas eu d'équivalent dans les années les plus dures de l'occupation, met le Gouvernement français dans l'obligation, en dépit des graves conséquences politiques qu'une telle mesure implique, de réduire la ration de pain, à dater du 1er mai, à un niveau qui n'a jamais été atteint auparavant".

Les importantes grèves de 47 ont été féroce­ment réprimées, y compris par l'armée.

C'est aussi l'année où les US ont mis en place leur Non Communist Left Policy (politique de la gauche non communiste), dont l'objectif était le "soutien économique des partis européens de gauche non communistes" et de briser les syndicats communistes et assimilés. "Pour cela, l'OSS va identifier des figures montantes, soutenir les courants non communistes, développer et encourager les mouvements de gauche modérée", expliquent Anne-Sophie David et Benoît Broignard dans l'essai "Syndicats filous : Salariés floués".



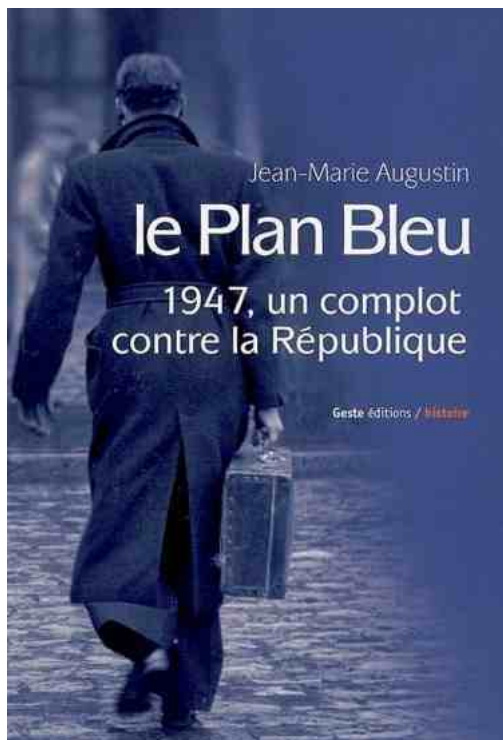
Cette stratégie a mené notamment au financement et au soutien politique de Force Ouvrière, qui est née d'une scission d'avec la CGT, ou encore à la scission de la fédération syndicale mondiale, jugée trop communiste par les syndicats US. Comme on l'a vu, l'homme clé de cette stratégie était Irving Brown, débarqué en France en 45 et mort à Paris en 1989.

Le 5 mai 1947, suite à une longue et massive grève chez Renault [10] ainsi qu'au refus des communistes de voter le gel des salaires [11], l'augmentation de 5% du prix du charbon, et qui étaient contre la répression à Madagascar et la guerre d'Indochine, Ramadier alors président du Conseil a viré les ministres communistes du gouvernement.

Il faut dire que depuis des mois il était sous pression des Etats-Unis et de l'ambassadeur Caffery, qui ne voulaient pas d'eux dans l'exécutif. Ramadier en a profité pour violemment réprimer les grèves et mouvements sociaux qui se multipliaient. Quant aux communistes, ils ne sont plus revenus au gouvernement avant les années 80.



Un mois plus tard, les socialistes, toujours au pouvoir, ont exposé l'existence d'une armée secrète en France et le "Plan Bleu", qui était un volet du stay-behind en plein déploiement.



Parmi les membres de ce réseau qui s'est étendu progressivement à tout le territoire, il y avait des types de la Direction Générale des Études et Recherches (DGER), l'ancêtre des renseignements où on trouvait encore à cette époque d'anciens résistants communistes. Les US avaient entrepris de virer un maximum de communistes et même de socialistes trop à gauche des renseignements et la DGER a été démantelée en 1946 pour être transformée en SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), qui a recruté des fascistes et fanatiques d'extrême droite à tour de bras.

Après les renseignements et l'armée, c'est la police qui a été "purgée" de ses éléments les plus à gauche. On constate aujourd'hui, 70 ans plus tard, à quel point cette police est radicalisée à l'extrême droite, à la plus grande satisfaction d'un pouvoir autoritaire par nature en France.



"À l'initiative des Forces Spéciales états-uniennes et des SAS britanniques, une armée secrète fut bâtie en France sous le nom de code "Plan Bleu", avec pour mission d'empêcher clandestinement le PCF d'accéder au pouvoir", écrit l'historien Daniele Ganser dans son livre "Les armées secrètes de l'OTAN". Comme en Italie, une partie des fonds provenaient d'industriels, qui s'appuyaient sur les types du SDECE pour mater les ouvriers syndicalistes ou les grèves.

1947 : Plan Arc-en-ciel, Plan Bleu, Rose-des-vents...



2021-04-11 18_22_28-Le Président du Conseil Paul Ramadier sortant du Conseil des ministres

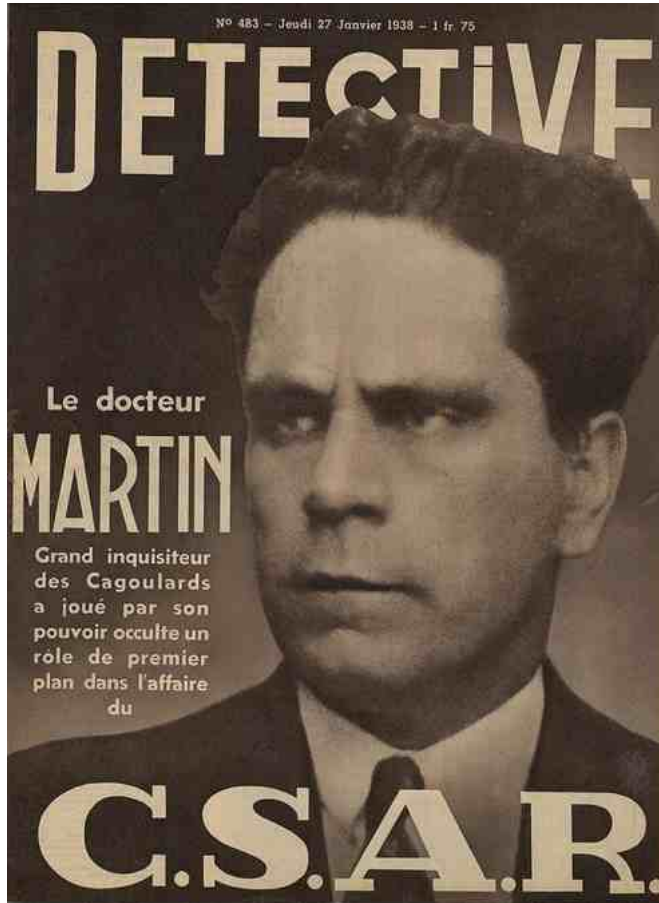
En 1947 le président du conseil Ramadier a négocié discrètement avec les Américains un accord mettant en place un plan appelé "Arc-en-Ciel" , qui jetait les bases du réseau stay-behind français. Celui-ci était conçu avec deux branches, l'une civile, l'autre militaire.

En conséquence, Ramadier a ordonné au SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), les premiers services de renseignements de l'après-guerre, de mettre en place une armée secrète anti-communiste qui devait traquer et combattre les opposants jugés potentiellement subversifs et mener diverses opérations clandestines contre les communistes.

Ces gens aux idées ultra droitières voire carrément fascistes ont constitué les premières recrues des nouveaux services secrets français. Même si juste après la guerre, un certain nombre de communistes étaient encore présents dans les milieux du renseignement en raison de leur forte présence dans la Résistance.



Le SDECE a ainsi recruté des gens comme René Bousquet ex chef de la police de Vichy et grand ami de Mitterrand, ou le Collabo Henri Martin ex chef du service de renseignement de La Cagoule (qu'on retrouvera dans l'OAS), qui ont rapidement été en contact avec des cellules à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, en Italie, en Belgique via André Moyen dont on va reparler.



Un document déclassifié de 1947 montre que les US et le général Revers, chef de l'état-major, s'entendaient pour mettre sur pied une armée capable de mobiliser un million d'hommes avec du matériel US, pour protéger la France contre une invasion communiste.

En 1947 et 1948, des négociations franco-US ont débouché sur un accord militaire secret qui permettait la libre circulation des troupes US sur le sol ainsi que dans les espaces aérien et maritime français [12].

Le "plan bleu" a été établi dès 1947, afin de mener des actions sous couverture pour bloquer la montée des communistes et organiser un coup d'Etat durant l'été 1947, en parallèle de la création du réseau Arc-en-ciel. L'objectif était de détruire la IVe République, qui avait le tort d'être un peu trop démocratique.

Le moyen : organiser des opérations sous faux drapeau telles que des pillages de fermes, des attaques de banque, des menaces de mort, pour laisser croire à une prise de pouvoir imminente des communistes et apparaître comme les sauveurs de la nation.

2021-04-11 18_54_58-1975, Paul Touvier, 'j'ai fait mon devoir en évitant le pire

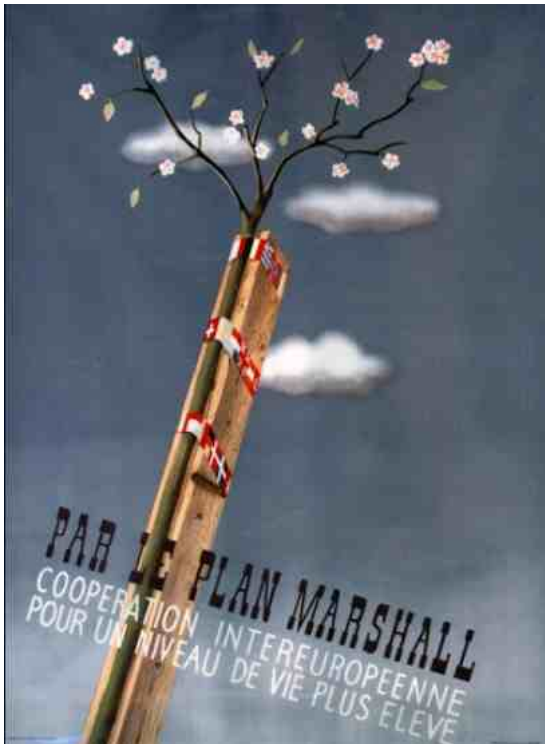
Les comploteurs étaient des membres de la police et ex-Collabos, certains ayant des liens avec le MI6 et la CIA . On peut citer par exemple le commissaire des RG de Quimper Henri Soutif [13] ou Roger Aurouet, mais aussi le milicien sadique Paul Touvier [14] sous le nom de Claude Gaillard, qui a obtenu une amnistie de Pompidou en 1971[15].





L'opération était dirigée par un colonel de gendarmerie en Bretagne, **Maurice Guillaudot**.

Il y avait aussi un belge, un nationaliste flamingant dénommé **Gustave Vanniesbecq**, repéré dès les années 30 par la Sûreté Belge. Il avait monté un réseau de renseignements pour le compte de l'armée allemande dans la région d'Anvers et monté un mouvement Collabo, le Mouvement national populaire[16]. Il a donc fui en France à la Libération, puis a été arrêté et c'est là qu'il aurait été recruté par la DST pour infiltrer les milieux clandestins d'anciens nazis.



Le ministre de l'Intérieur socialiste **Edouard Depreux** a dénoncé ce plan le 30 juin 1947, et expliqué que des paramilitaires français (des vichystes et fascistes) collaboraient dans ce cadre avec les services US et anglais depuis 1944 dans un "maquis noir" et qu'ils "voulent faire croire à l'imminence d'un putsch communiste pour pouvoir se donner ensuite le beau rôle de sauveurs", comme l'écrivait un journaliste du Monde le 2 juillet 1947.

L'enquête sur cette affaire du "plan bleu" a mené à la découverte d'une cache d'armes chez le comte de Vulpian, qui voulait instaurer un Etat fasciste en Bretagne. L'article du Monde précisait : "Les amis du comte de Vulpian avaient imaginé, paraît-il, jusqu'à des attaques terroristes de banques et de fermes, dont ils eussent fait endosser la responsabilité aux amis politiques de M. Thorez", le leader du Parti Communiste, et en plus de cela "deux colonnes de soldats, l'une motorisée, l'autre marchant à pied, devaient se diriger sur Paris".

Le plan était censé se dérouler durant l'été, et apparemment certaines actions terroristes ont été menées, comme le 2 septembre 1947 à Montemboeuf en Charente, avec "un incendie de nuit contre la saboterie et menuiserie du militant communiste Mauqueur, maire de Montemboeuf. Incendie foudroyant, quelques minutes, détruisant tout : machines, stock de bois et de sabots, modèles irremplaçables, ainsi qu'une "Chenard" de modèle récent. Le bilan s'élèvera à près d'un million de francs (de l'époque) de dégâts. Mauqueur ne sera pas le seul visé dans le département" comme le rapporte un document sur l'histoire du parti communiste en Charente.

Quelques protagonistes ont été jugés en 1949, mais les peines ont été très légères pour une tentative de coup d'Etat : Aurouet a pris 3 ans de prison, le général Guillaudot, en fuite, a pris 2 ans fermes avant d'être relaxé en appel et Vulpain a pris 2 ans de sursis.

Après le ratage du "plan bleu" passé officiellement pour une opération de marginaux sans rapport avec aucune autorité officielle, le général William Donovan, fan du concept de guerre psychologique [17], a eu l'idée de créer un groupe paramilitaire privé en France avec d'anciens militaires US, anglais, canadiens et français, le tout sous couvert d'une entreprise internationale.



Le processus d'armée stay-behind a été poursuivi en parallèle par Paul Ramadier (président du Conseil) et les US avec l'opération "Rose des vents" dans la continuité de l'opération "Arc-en-Ciel", placée sous le contrôle de la CIA et de l'OTAN, toujours pour mettre en place une armée clandestine anticommuniste destinée à lutter contre les communistes par tous les moyens.

Un des objectifs principaux était d'identifier les éléments de gauche dans les renseignements et même dans toutes les institutions de la IV^e République, et de les éjecter. Le réseau était très cloisonné, avec des antennes locales de quelques individus qui ne se connaissaient pas entre elles, et dont chaque membre ne connaissait que 2 ou 3 collaborateurs proches et un supérieur. Il était donc très facile de manipuler ces troupes dans plusieurs sens en même temps.

Petit à petit, des cellules parallèles se sont constituées dans les différentes branches des renseignements, connues seulement des directeurs. Quant aux politiques, ils n'étaient pas systématiquement informés de l'existence de ce système parallèle.

François de Grossouvre, le fidèle bras droit de Mitterrand, ex milicien d'extrême droite[18] avant la deuxième guerre devenu résistant sur le tard, a été l'un des dirigeants de cette armée "Rose des vents" à partir de 1950 dans la région lyonnaise[19]. Il aurait été choisi notamment parce que sa couverture d'industriel et son carnet d'adresses étaient intéressants pour le SDECE.



Grossouvre était aussi depuis les années 50 un industriel qui embouteillait le Coca Cola grâce à une licence exclusive [20]. Un certain nombre de cadres de Coca-Cola étaient (et sont probablement encore) des agents de la CIA ou en lien avec elle[21], et c'est précisément pour ces contacts que Grossouvre a été recruté pour gérer le stay-behind de la région lyonnaise tout en étant correspondant du SDECE [22].

Il a aussi été patron de presse (actionnaire principal de La Montagne et le Journal du Centre dans les années 70), tant qu'à faire. Selon un câble de l'ambassade des Etats-Unis à Paris destiné à Washington datant de février 1984, Grossouvre "a connu, conseillé (et financé) Mitterrand pendant plus de vingt ans et ils sont considérés comme de bons amis". L'armée "Rose des vents" a cependant assez vite été supplantée par le SAC.

En 1948, c'est le "complot de la Pentecôte" (à l'époque on appelait un chat, un chat) qui a été démasqué. Ce projet avait été monté par une clique de collabos blanchis ou non [23], qui

distribuaient de faux certificats de résistance et des médailles à d'autres collabos. Des caches d'armes avaient été disséminées "dans plusieurs arrondissements de Paris", selon un conseiller municipal communiste qui s'interrogeait à ce sujet en mars 1949.



America's Friendliest Neighborhood Club . . . Admission 5¢

Not far from you right now is a neighborhood branch of America's friendliest club—the soda fountain. There folks get to know each other better. There's always something going on in the friendly exchange at the soda fountain. Over an ice-cold Coca-Cola you'll hear ball games won by proxy, elections fought in chummy booths. It's the place where everybody can good-naturedly air their opinions, putade their pet peeves, and tell their favorite stories. Drop in and enjoy the pass that refreshes with ice-cold Coke. A nickel will let you in on the proceedings.

Coke = Coca-Cola

"Coca-Cola" and its abbreviation "Coke" are the registered trademarks which distinguish the product of The Coca-Cola Company.



COPYRIGHT 1948, THE COCA-COLA COMPANY

Le président du groupe communiste Raymond Bossus avait alors dénoncé les manigances gaullistes "avec tout ce que cela comporte d'organisations de bandes armées, de corruption, de pillage de fonds publics, d'attaques contre les organisations ouvrières démocratiques". La tentative de putsch devait se dérouler lors des cantonales de 1948. Chose étonnante, il a fallu plus d'un mois pour que les autorités réagissent, et certains ont soupçonné que le parti gaulliste, le RPF, était impliqué dans la manœuvre.



Pendant ce temps-là, les US ont continué leurs manœuvres de tranquillisation. En 1950 ils ont créé sous l'égide du National Security Council et de la CIA un "Psychological Strategy Board".

"Sous la direction d'un universitaire de Caroline du Nord, le professeur Gordon Gray, ce nouveau service a pour tâche d'échafauder, de concevoir, de proposer et de fournir des plans pour ce qu'il est convenu d'appeler la psychological warfare, la "guerre psychologique". Ce concept a le vent en poupe depuis 1945.

On dénombre alors aux États-Unis pas moins de six organismes ou services militaires et civils d'importance centrés sur la guerre psychologique. La plupart des responsables de la communauté scientifique américaine spécialisés dans la recherche sur la communication de masse, qui émerge à la fin du conflit, ont contribué au cours de la guerre à améliorer l'efficacité des services de guerre psychologique de l'OSS et de l'armée américaine", explique Frédéric Charpier dans "La CIA en France".



Nomination de Gordon Gray comme directeur du Psychological Strategy Board - 1951

Jean Dides , commissaire de police et membre des Renseignements



En parallèle du stay-behind "militaire" les US ont développé le réseau Dides (dont on a parlé dans la partie sur le recyclage des Collabos dans les renseignements) dans la police. Ce réseau a été mis en place dès la fin de la guerre dans la police par de Jean Dides, un commissaire, ex Collabo en contact avec la Gestapo, qui était en lien direct avec l'ambassade et les renseignements US. C'est d'ailleurs grâce à l'intervention des renseignements US que Dides a échappé à la peine de mort pour collaboration.



Dides a été membre du RPF de 1947 à 1953 quand il en a été exclu, et a organisé le service d'ordre du parti pendant ces années tout en pilotant une officine anti-communiste qui menait des attaques contre les locaux du Parti Communiste et ses militants ainsi que contre les syndicats.

A l'ambassade US, Dides transmettait des infos et des documents à deux contacts en particulier, les agents Lallier et Harisson qui étaient des agents du FBI en charge de la lutte anti-communiste en France. Mais officiellement Dides organisait sa petite cellule anti-communiste dans la police sous les ordres du préfet de police de Paris Jean Baylot, un autre Collabo évadé de prison après avoir été condamné à 18 ans de travaux forcés pour collaboration avant de fuir aux Etats-Unis, qui protégeait le réseau Dides.

Il traquait les agents pas assez à droite, pas assez dans la ligne atlantiste. Leur QG était dans les locaux de Paix et Liberté, groupe de propagande anti-communiste financé par les US et dirigé par une barbouze, Jean-Paul David.



Jean Baylot

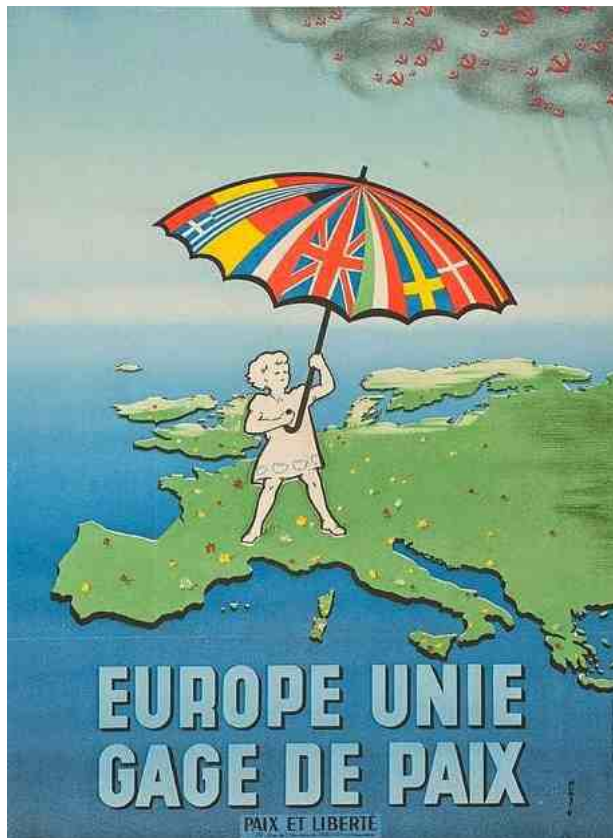


Très vite, ce réseau policier parallèle s'est aussi activé contre de Gaulle, qui n'obéissait pas assez aux injonctions de Washington. Le bras droit de Dides était "Monsieur Charles" : **Charles Delarue**, ex inspecteur de police Collabo, condamné à la Libération à 20 ans de travaux forcés, mais échappé de son camp depuis 1947 doté de faux documents et d'un vrai visa US, et vivant en "clandestinité" au milieu des flics. Avec ce visa, Delarue a pu accompagner Dides aux Etats-Unis pour un stage dans les services du FBI.

La CIA a également financé, comme on l'a vu, des mouvements de propagande à destination de l'opinion publique, des médias, des associations, des universités. En 1951, des comités Paix et Liberté ont été créés en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne de l'Ouest, au Vietnam, puis un peu plus tard en Grèce, Turquie, en Australie, en Suisse, en Angleterre. Et beaucoup d'argent frais est arrivé dans les caisses du mouvement.



Une époque à laquelle le dirigeant du mouvement en France Jean-Paul David s'est rendu plusieurs fois aux Etats-Unis, où il a rencontré Nixon ainsi que des dirigeants de mouvements anti-communistes, des patrons de presse ou encore des dirigeants de la CIA : "Les rencontres de David, tant avec les responsables de la CIA, Allen Dulles et Walter Bedell Smith, qu'avec ceux du Département d'État ou encore avec les membres de l'OCB (Operations Coordinating Board), structure coordonnant les efforts américains en matière de guerre psychologique, montre bien comment Paix et Liberté continuait de rester un élément clé de la stratégie anticommuniste américaine pour la France, tout comme l'était, dans une moindre mesure, Pace e libertà pour l'Italie ; d'autant que l'administration Eisenhower accordait une importance croissante à la guerre psychologique.



Mais, plutôt que de s'inscrire dans la politique américaine, Jean-Paul David cherchait, avec Bidault, à coordonner les efforts du monde libre en matière de propagande et de guerre psychologique au niveau de l'OTAN", analyse Bernard Ludwig dans un article sur "Le Comité européen et international Paix et Liberté". Mais les US auraient refusé de transmettre la coordination de Paix et Liberté à l'OTAN (cela aurait été trop voyant et aurait terni l'image de l'OTAN).

A partir de 1952, il y a aussi eu le plan "Demagnetize" mené par les US avec l'Italie et la France, toujours pour mettre en place une organisation clandestine anti gauche. Ce plan, comme l'a montré la commission d'enquête parlementaire italienne de 1991 sur le Gladio, a été mené par les US directement avec des responsables des renseignements, sans en informer les gouvernements.

Le plan Demagnetize, qui a contribué à la structuration du stay-behind, a été révélé par un document confidentiel du commandement général de l'état-major US. Il visait à mener des opérations politiques, paramilitaires et psychologiques pour réduire l'influence communiste, et il était même précisé que "les gouvernements français et italien ne doivent pas être mis au courant de son existence, étant évident qu'il peut constituer une ingérence dans leur souveraineté nationale".



Installation du stay-behind en France

Les US se sont aussi appuyés sur certains membres d'un service de renseignements non officiel : le service d'ordre du RPF (Rassemblement du Peuple Français, le parti de De Gaulle, créé en avril 1947, dissous en 55).

Les gros bras du RPF parmi lesquels il y avait des truands aussi bien que des policiers, étaient chargés de la protection des politiciens, de faire office de chauffeurs, mais aussi d'aller cogner sur les militants communistes ou encore de remplir les caisses du parti. C'est ainsi qu'ils ont grandement contribué au retour de de Gaulle en 58.



De Gaulle Metz 1948

Les services US et anglais accordaient une grande confiance aux types de ce service d'ordre, dirigé par le général Pierre de Bénouville, ex leader des très royalistes Camelots du Roi, liés à l'Action Française[24]. Bénouville était proche de personnalité diverses parmi lesquelles :

De Gaulle

Allen Dulles, avec qui il a travaillé pendant la guerre et au temps de l'OSS : en 1943, Bénouville, représentant du mouvement Combat, a signé un accord avec Dulles pour que les français donnent des renseignements aux US en échange d'armes, de munitions, de moyens de transmission et d'argent à hauteur de 10 millions de Francs[25]. Un accord passé dans le dos de Jean Moulin, qui travaillait avec De Gaulle. Il était également proche du Nazi Otto Skorzeny, dont on a déjà parlé. Benouville était semble-t-il le principal contact de Dulles dans la « résistance ».

Achille Peretti, maire de Neuilly qui a lancé Sarkoléon. D'ailleurs, Bénouville avait de nombreux contacts en Corse.

Marcel Dassault qui a financé son journal Jours de France autour de 1954.



Pierre de Bénouville était une des principales portes d'entrée des US dans les

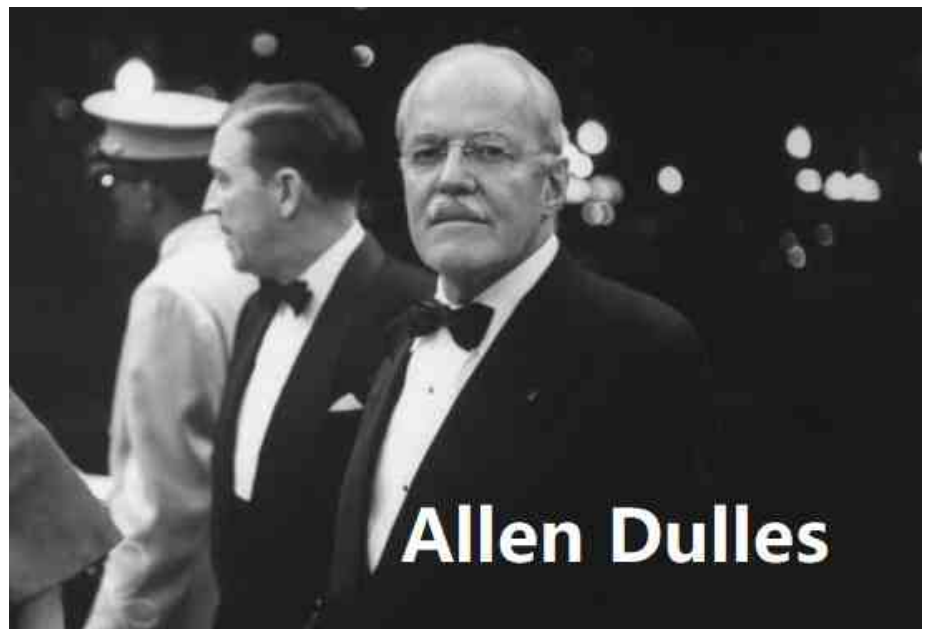


renseignements français. Ce fils d'assureur alsacien né en 1914 était un fervent royaliste, antisémite et anticommuniste ultra conservateur. Il a démarré sa vie militante dans les années 30 chez les Camelots du Roi de l'Action Française (il a activement participé aux émeutes fascistes de 1934 et à un attentat contre Léon Blum en 1936), a fréquenté les chefs de l'organisation fasciste la Cagoule, et était alors en relation avec d'autres fascistes comme François Mitterrand et André Bettencourt le futur patron de l'Oréal.

En 1936 il a combattu contre les Républicains en Espagne. Mobilisé à la déclaration de guerre, il a été fait prisonnier par les Allemands, s'est échappé, a rejoint la France et milité pour le Maréchal Pétain. Il serait devenu résistant en 1941 et a joué un rôle important dans l'arrestation de Jean Moulin [26] en juin 1943 alors qu'il était dans le camp de la résistance de droite.

Depuis cette époque, Bénouville était proche d'Allen Dulles, qu'il a vu et avec lequel il a correspondu pendant 25 ans. Selon son biographe Guy Perrier, "En juin 1948, Bénouville et son épouse sont reçus chaleureusement par les Dulles qui les introduisent dans les milieux américains influents".

A la Libération il a reçu divers honneurs pour ses faits d'armes dans la résistance.



Après la guerre il a rejoint le RPF de De Gaulle et est devenu député d'Ille-et-Vilaine puis de Paris et, a soutenu l'Algérie française. Il a été très proche de Chirac, dont il a contribué à l'ascension et en 1984 il a défendu Mitterrand quand certains s'interrogeaient sur son attitude pendant la guerre.



En même temps qu'il faisait de la politique en se rapprochant de l'extrême-droite, Bénouville était administrateur de grandes entreprises, comme les éditions Robert Laffont, les cinémas Gaumont, ou encore Dassault Bréguet. Il s'était placé depuis la fin de la guerre au service d'Allen Dulles et était proche d'Otto Skorzeny. Beaucoup de collabos lui doivent d'avoir évité des ennuis à la Libération, comme le rappelle Annie Lacroix-Riz dans "La non épuration en

France".

Plusieurs unités de combattants de Bénouville et son collègue Michel de Camaret (un autre ancien des Camelots du Roi qui a rejoint comme beaucoup de ses amis le mouvement de résistance Combat) chargées des opérations spéciales en Indochine, dont le 11 Choc (régiment de parachutistes qui travaillait avec le SDC, notamment pour le trafic d'opium) du Service Action du SDECE et la Légion étrangère, ont été directement entraînées par l'ex SS Otto Skorzeny et ses hommes à partir de 1949 et pendant plusieurs années [27].

Ils y ont appris la palette habituelle des compétences des barbouzes du stay-behind : sabotages, destructions, actions psychologiques.

La confiance des US dans les types du service d'ordre du RPF, entrés massivement dans les renseignements d'alors, le SDECE, a permis de mettre en place l'armée secrète "stay-behind" via le Service Action du SDECE. Selon un article de Thierry Meyssan, "Le territoire français était divisé en nombreuses zones géographiques stay-behind où étaient affectées des cellules clandestines, chaque zone étant placée sous le contrôle d'un officier du SDECE".

En France c'est donc le Service Action du SDECE qui chapeautait les membres du stay-behind après la guerre. Et dans le service action, c'est le 11e bataillon parachutiste de choc (le 11e Choc), son groupe le plus offensif, qui était chargé de la logistique et de la formation. Le 11e Choc a été créé en 1946 par Jacques Morlane, secondé par le futur général adepte de la torture et du meurtre d'opposants en Algérie Paul Aussaresses.

En 1950, la direction d'un centre d'entraînement pour le Service Action à Cercottes est confiée à Aussaresses. C'était là que les cadres du stay-behind, notamment Foccart [28], très souvent dans anciens du BCRA (la résistance gaulliste) allaient se former et partager les orientations stratégiques. Les membres du Service d'ordre du RPF s'y rendaient aussi, puis ceux du SAC. De toute manière : les méthodes et les objectifs étaient quasiment les mêmes.





A partir de 1952, certains sont aussi allés s'entraîner à Fort Bragg, le "centre de guerre psychologique" de l'armée US.

Aussaresses, adepte de la torture pendant la guerre d'Algérie, est l'un des principaux inspirateurs des techniques de guerre psychologique et de guerre contre-insurrectionnelle inculquées ensuite à l'armée US.

Il est entré au SDECE en 1957, où il était "en charge du fichier des "réservistes" mobilisables en cas de guerre.



Parmi eux, un certain Bob Denard". De 1960 à 1963, il était officier de liaison à Fort Bragg le QG des forces spéciales US, où étaient aussi entraînés les cadres européens du stay-behind. Il y a enseigné ainsi qu'à Fort Benning les techniques de guerre psychologique et de guerre contre-insurrectionnelle [29].

Les US ont ensuite mis en application les enseignements d'Aussaresses au Vietnam, et à

son retour en France Aussaresses a été nommé colonel à la tête du 1er régiment de parachutistes et a intégré l'état-major international de l'OTAN. De 1973 à 1975, à la fin de sa carrière militaire, il était au Brésil alors en pleine dictature, pour y former les cadres de la junte militaire locale et d'autres dictatures latino-américaine à la traque et à la répression des opposants ainsi qu'à la guerre sur le mode contre insurrectionnel [30]. Puis il a quitté l'armée et rejoint Thomson-Brandt en tant que marchand d'armes.

Réputé proche des réseaux Foccart, donc du SAC, Aussaresses incarne à cette époque la symbiose entre les milieux du SAC et du stay-behind. Autre dirigeant du Service Action : Jeannou Lacaze, franc-maçon à la loge "la Lyre de Salomon" (toujours active) créée par un proche de Pasqua où venaient beaucoup de types des renseignements. Devenu directeur du renseignement du SDECE de 1971 à 1976 puis chef d'état-major des armées en 1981, Lacaze a ensuite officié comme conseiller politique de Mobutu, Kabila, Gnassingbé Eyadema, Denis Sassou-Nguesso, Idriss Déby ou encore Félix Houphouët-Boigny. Tous de grands démocrates comme on le sait.





Le 14 mars 1948 à Paris, les responsables des services de renseignements d'Europe de l'ouest, encore à l'état de brouillons, se sont réunis en secret et ont créé le Western Union Clandestine Committee (WUCC), sur la base de la structure US-anglaise-française du stay-behind.

Le 3 avril 1948, Truman signait le Plan Marshall, qui, comme on l'a vu, est le texte fondateur de l'Europe qu'on subit toujours aujourd'hui. Le plan Marshall débloquait des millions pour "aider" l'Europe à se reconstruire, mais en réalité une grande partie de l'argent a servi à financer l'influence US dans ces pays. Le directeur du plan Marshall, Richard Bissell, travaillait en étroite collaboration avec la CIA pour financer des réseaux discrets. En 1951, le WUCC a été rebaptisé CPC, pour "Clandestine Planning Committee".

N'oublions pas qu'en 1949 c'était la création de l'OTAN, avec laquelle le SDECE a travaillé en étroite collaboration pour entretenir l' "armée secrète" tricolore.



Le SDECE a même envoyé certains de ses représentants comme le dénommé Thyrault de Vosjoli à Washington de façon permanente. De Vosjoli était le correspondant du SDECE auprès de la CIA depuis 1951 (année où le SDECE a ouvert une antenne à Washington) avant de rejoindre le camp US peu après l'arrivée de de Gaulle.

A la création de l'OTAN en 1949, Roger Wybot, un ancien des renseignements gaullistes pendant la guerre qui organisait les services de la DST après-guerre, a été nommé par l'OTAN pour mettre en place une organisation de contre-espionnage en temps de paix sur le modèle d'Interpol, et a rencontré dans la foulée le directeur de la CIA Walter Bedell Smith [31].



UNE EMISSION DE... **CONTRE-ENQUÊTE** ... LOUP DURAND

Michel Fortin et Jean Franval *M. Chavernac* *Jacques Hansen, le meneur de jeu.*

L'AFFAIRE DES BIJOUX DE LA BÉGUM

avec la participation de
M^r Chavernac, M. le bâtonnier Raymond Gay, Gabriel Domenech, chroniqueur judiciaire

Le président	Jean Berger	REALISATION DE REGIS FORISSIER	Le bijoutier	Jean Morel
Sauna	Jean Franval		Ruberti	Claude Robin
Un policier	Michel Fortin		Benedetti	Panisse
Le chef de la Sûreté ..	Yves Barsacq		Maussac	Yvon Sarray
Valantin	Jean Juillard		Sarrailh	Gérard Lacombe
Batistelli	Robert Ripa		Fromager	Marius Vincent

Le meneur de jeu .. **Jacques Hansen**

Le 3 août 1949, vers midi, l'Aga Khan, chef religieux des Ismaéliens, et son épouse, la Begum, quittant leur fastueuse villa du Cannel à bord d'une Cadillac de louage, étaient arrêtés, sur une petite route, par une traction avant. Trois gangsters, les menaçant de leurs mitraillettes, leur volaient une partie des bijoux de la Begum, estimés à deux cent douze millions de l'époque. Avant de s'enfuir, les bandits crevaient les pneus de la voiture du « dieu vivant ». Georges Valentin, directeur de la Police judiciaire, prit en main une enquête instruite par le juge Batigne. Ses renseignements lui firent soupçonner et arrêter Jacques Benedetti, François Sanna, Barthélémy Ruberti, Charles Vincileoni, Hilarion Fromager, Mathieu Batistelli, Henri Waferlman, Lindsay Watson. Parmi les autres suspects, Paul Leca, l'instigateur, s'enfuit puis se rendit dix ans plus tard, et un complice, Mardochee Senanedj, fut assassiné. Au cours du procès des voleurs, ouvert le 6 juillet 1953 devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence, les différentes polices, judiciaire, sûreté et secrète, s'affrontèrent, s'accusant mutuellement d'être mêlées à une affaire qui touchait la sûreté de l'Etat, un chef d'Etat étranger ayant été attaqué sur le territoire. Les accusés sont condamnés à des peines allant jusqu'à dix ans de travaux forcés, soit acquittés. La moitié des bijoux fut restituée. Une grande partie des dessous de cette affaire reste un mystère.

A NOTER
Mohamed Aga Khan avait épousé en 1944, en quatrièmes noces Yvette Labrousse, née en 1908, Miss France 1930, dauphine de Miss Monde, fille d'un conducteur de tramway et d'une couturière, devenue la Begum.

Affaire des bijoux de la Begum

Wybot était très proche des US et aussi de certains mafieux Corses, notamment ceux qui étaient impliqués en 1949 dans le vol des bijoux de la Begum, épouse du chef des musulmans ismaéliens et plus grosse fortune mondiale à l'époque, l'Aga Khan[32]. Wybot et son supérieur Bertaux étaient en contact avec Skorzeny, photographié en 1950 à Paris par L'Humanité avant d'être transféré en Allemagne puis en Espagne. Il s'est avéré que Skorzeny travaillait sur le sol français sous le nom de « Rolf Steiner » en coordination avec eux.



La publication de la photo, puis de documents saisis chez Skorzeny, ont fait scandale en 1950.

Cela n'a pas empêché les Français de persévérer dans le stay-behind, demandant que l'Italie puis l'Espagne rejoignent le dispositif [33]. Mais seule l'Italie a finalement rejoint le SHAPE, le commandement de l'OTAN. L'objectif était bien-sûr la lutte contre les communistes, très influents en Italie jusque dans les années 70. Les français ont même contribué à la formation d'escadrons de la mort version italienne, composés de fascistes.

En 1958, de Gaulle est revenu au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat organisé avec l'aide de Washington, alors qu'un retour des communistes au gouvernement se profilait. Un coup d'Etat militaire a été mené à Alger en mai 1958 avec une division parachutiste pour empêcher le gouvernement français de donner l'indépendance, et a entraîné une crise politique.

Les amis de de Gaulle, comme Soustelle, Benouville qui obtient des financements de Dassault etc. se sont activés pour que le "retour du général" prenne forme dans l'opinion publique avant le coup d'Etat en Algérie. Un mini débarquement a eu lieu sur la préfecture d'Ajaccio et une autre était prévue sur Paris (Opération Résurrection) mais n'a pas été nécessaire, et de Gaulle est apparu comme le sauveur capable de calmer la situation –qu'il avait lui-même créée.

Pour réaliser les préparatifs lancé quelques mois plus tôt à travers le lancement de divers complots anti démocratiques, les US se sont bien-sûr appuyés sur le réseau stay-behind local.

Une "Association pour l'appel au général De Gaulle dans le respect de la légalité républicaine" a été créée en mai 1958 par Foccart et plusieurs autres types proches du stay-bahind comme Bernard Dupérier, Pierre Lefranc qui est devenu chef de cabinet de de Gaulle. Derrière, c'est de Gaulle qui gérait la manœuvre et les leaders de l'association étaient en lien direct avec lui[34].



De gaulle Algérie

Le coup d'état d'Alger a permis de faire basculer le paysage politique français, trop à gauche, et de déclarer l'état d'urgence qui a permis à de Gaulle de s'installer au pouvoir.



D'ailleurs, les 29 et 30 avril 1958, la toute première réunion de l'Allied Coordination Committee (ACC) a été organisée par les US à Paris. Les principes fondamentaux du stay-behind ont été posés à cette occasion, c'est-à-dire la consultation mutuelle entre les 6 pays membres officiellement à cette date (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Luxembourg, Belgique, France, USA) et l'alignement de leurs positions sur tout ce qui touche au stay-behind[35].

A cette époque, le général était perçu par les US comme un moyen de contenir la poussée à gauche sur le plan politique[36]. Il faut souligner que nous subissons toujours le régime hyper présidentiel, avec des pouvoirs disproportionnés donnés au président de la "République", à travers la constitution de 1958.

Ce complot destiné à assurer sa prise de pouvoir était organisé par des gens comme le "Docteur" Henri Martin, un ancien cagoulard et membre de l'Action Française déjà présent dans le "Plan Bleu", ou des militaires comme le général Lionel-Max Chassin qui était à ce moment commandant et coordinateur de la Défense aérienne des forces alliées de l'Europe centrale à l'OTAN. L'objectif était apparemment un coup d'Etat militaire et un régime fasciste, si toutefois le coup d'Etat de De Gaulle n'était pas couronné du succès attendu.



guerre-algerie-oas-fln-gaulle-hollande-rue-isly

Dès 1958, Chaban Delmas a créé un centre d'entraînement à la guerre subversive[37], dirigé par le général Bigeard pour former aux opérations telles que la torture, la traque des opposants, la propagande. Des agents italiens, portugais, israéliens, argentins y ont été formés, peu importe que ce soit au service de dictatures.



Dès qu'il a pris le pouvoir, de Gaulle a pris le contrôle du média public, la RTF, future ORTF. Il a viré et remplacé tous les chefs, ainsi que tous les journalistes considérés comme communistes ou proches des communistes. Il a révisé de fond en comble la constitution, pour faire un régime hyper présidentiel, avec un parlement élu à la proportionnelle et une séparation des pouvoirs bidon. Tout cela allait bien aux Américains.

Par contre, quand il a annoncé l'autodétermination de l'Algérie, la grande majorité de ceux qui l'avaient soutenu pour son coup d'Etat se sont considérés trahis et se sont retournés contre lui dans l'OAS (Organisation Armée Secrète) principalement. Celle-ci aurait compté jusqu'à 1.000 hommes armés actifs.

OKennedy! **France-soir** *Original* **SALIGNAC** **DERNIERE HEURE**

LE SEUL QUOTIDIEN FRANÇAIS EN ALGERIE AVEC UN MILLION

COUP DE FORCE MILITAIRE A ALGER

Les généraux (en retraite) Salan, Challe, Jouhaud et André Zeller dirigent le putsch

LES MILITAIRES REBELLES PROCLAMENT L'ÉTAT DE SIÈGE

ILS ONT ARRÊTÉ : BIRQH (ministre des Transports), MORIN (président général), SALIBIEZ (commandant en chef)

3 régiments (paras et Légion) occupent édifices publics, radio, centraux téléphoniques, agences de presse

Le général DE VEZINET commandant de la région d'Alger **aurait tenté de se suicider**

Legion-Etrangere-Putsch-Algerie-01

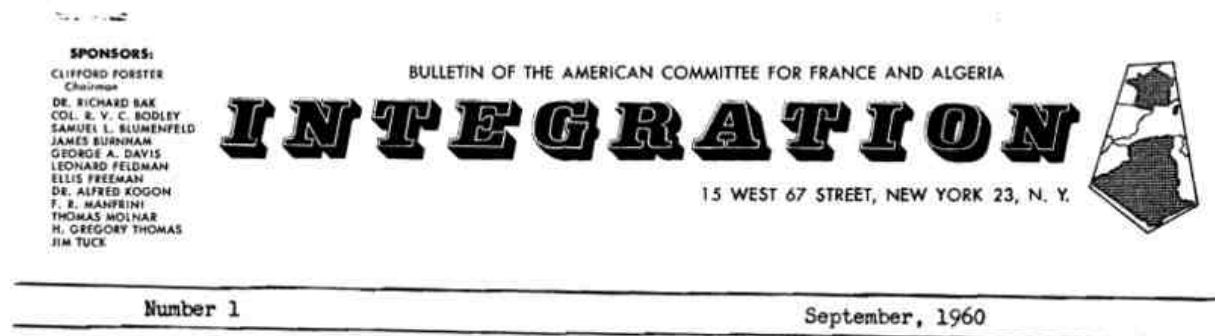


Et en avril 1961 rebelote : c'est le putsch des généraux à Alger, toujours avec l'aide de la CIA mais cette fois pour virer de Gaulle, favorable à l'indépendance de l'Algérie. Le putsch était mené par quatre généraux dont Maurice Challe, qui dirigeait jusqu'en décembre 1960 le secteur Centre Europe de l'OTAN, et qui était en lien avec Allen Dulles dont l'objectif était d'éjecter de Gaulle.

On sait également que **Richard Bissell, directeur de la planification à la CIA**, a rencontré Jacques Soustelle, alors gouverneur général d'Algérie, en décembre 1960. Apparemment, Soustelle aurait effrayé les US en expliquant de le FLN était lié à Moscou et qu'une Algérie indépendante deviendrait une base arrière communiste. En réalité, le FLN (tout comme l'OAS) était entraîné par le BND de Gehlen, c'est-à-dire les renseignements allemands complètement impliqués dans le stay-behind[38]. Ce que les US ne pouvaient ignorer.

Le colonel Lacheroy, proche du général Challe l'un des principaux putschistes, et spécialiste de la « guerre psychologique », recevait à l'Ecole de guerre les opposants à de Gaulle et les types des renseignements US pour préparer l'opération.

La CIA a beaucoup aidé l'OAS également, notamment à travers l'American Committee for France and Algeria qui publiait un bulletin chaque mois à partir de septembre 1960 (rebaptisé "Today in France").



THE AMERICAN COMMITTEE FOR FRANCE & ALGERIA

The American Committee for France & Algeria has been organized to explain to the American people the reasons why we, a group of American citizens, believe that, in the interests of humanity and Western civilization, American policy as well as that of our allies will be best served by an Algeria integrated with France.

**POLITICAL ORGANIZATION FOR FRENCH ALGERIA
 FORMED BY MOSLEM LEADER, SAID BOUALAM**

The creation of a popular Front for French Algeria this summer indicates that Europeans and Moslems in Algeria are uniting behind the common cause of Integration, despite government opposition. The Front, led by Said Boualam, Moslem vice president of the French National Assembly,

2018-12-02 20_42_18-Committee for France and Algeria NewsLetters

L'objectif du comité était, comme c'est précisé dans le bulletin n°1, d' "expliquer aux Américains les raisons pour lesquelles nous, un groupe d' de citoyens Américains, pensons que, dans l'intérêt de l'humanité et de la civilisation occidentale, la politique américaine comme celle de nos alliés sera mieux servie par une Algérie intégrée à la France".



L'épouvantail communiste y était agité sur chaque page. Le secrétaire de l'association était **Samuel Blumenfeld**, qui attirait l'attention des Juifs US sur le triste sort à venir des Juifs d'Algérie dans un pays indépendant.

Des fonds ont aussi versés à l'OAS par la CIA, apparemment massivement, pour certaines opérations plus ou moins fructueuses.



La guerre d'Algérie a eu lieu aussi bien en Algérie (massacres, tortures, propagande) qu'en France où des dizaines d'attentats ont été organisés par l'OAS, qui traquait et assassinait les membres du FLN partout en Europe. **Fin 1961, les US ont négocié avec la bande de Lucky Luciano pour bloquer les importations d'armes à destination du FLN.**

A partir de là, on assiste à une véritable scission au sein des barbouzes, aussi bien dans le stay-behind que dans les renseignements "officiels" : il y avait les pour de Gaulle, et les tenants de l'Algérie française avec l'OAS et le 11e Choc notamment. De Gaulle et Foccart ont donc entrepris un nettoyage des éléments les plus pro US, et éjecté les principaux dissidents comme le directeur de la DST Roger Wybot ou le conseiller renseignement du 1er ministre Constantin Melnik, qui coordonnait les services spéciaux avec Foccart.

Mais au fil du temps, les cellules stay-behind qui n'ont pas disparu se sont retrouvées complètement indépendantes du gouvernement français, placées directement sous les ordres de l'OTAN et des services anglo-saxons.





Quand en 1966 de Gaulle a décidé de virer le quartier général de l'OTAN -le SHAPE, qui était installé à Paris – et avec 70.000 soldats et officiels US, on a découvert que des protocoles secrets bilatéraux signés par chaque pays avec les USA accompagnaient le traité de l'Atlantique nord. Ceux-ci visaient à protéger les terroristes d'extrême-droite liés aux armées stay-behind, et les Etats devaient mettre en place une structure secrète de lutte anti communiste.

Comme en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Belgique et certainement ailleurs, des caches d'armes, de munitions et d'explosifs ont été disséminées sur le territoire. En France, on ignore leurs emplacements et à quoi ont pu servir ces armes. Mais on a vu qu'en Italie on a retrouvé leur trace dans plusieurs attentats d'abord attribués à l'extrême gauche, mais dont les enquêtes ont montré qu'ils étaient commis par le réseau anti-communiste.

LA FÊTE
DE L'HUMANITÉ
AUTREMENT

l'Humanité

POLITIQUE SOCIÉTÉ SOCIAL-ECO MONDE MÉDIAS CULTURE SPORTS PLANÈTE EN DÉBAT VOS DROITS VIDEOS



1947, les grévistes marseillais face à la répression et à la violence

Vendredi 10 Novembre 2017.

Alors que s'étend un mouvement de protestation contre la politique municipale et la hausse du tarif du tramway, un jeune métallo, militant communiste, est tué par balles le 12 novembre. La grève se développe et gagne toute la France.

1947, les grévistes marseillais face à la répression et à la violence



Le stay-behind avait aussi un volet mafieux. Dès 1945 les US étaient très présents dans les ports, notamment Bordeaux, Cherbourg, La Rochelle, et surtout à Marseille où les syndicats communistes avaient tendance plus qu'ailleurs à faire grève, bloquant ainsi les cargaisons de marchandises US.

L'ami Irving Brown arrivé en 47 avec les poches toujours pleines d'argent, a infiltré les syndicats français et permis de limiter les problèmes pour les US en s'appuyant sur Pierre Ferri-Pisani, ennemi juré à la SFIO des Bouches-du-Rhône de Gaston Defferre qui régnait déjà dans le secteur. Les US se sont aussi appuyés sur Antoine Guerini, l'un des frangins qui jusque-là travaillait avec Defferre, sur Jo Attia, Jo Renucci ou encore sur le clan Francisci. Guerini a permis de casser quelques grèves et quelques cégétistes, pendant que des sections locales de FO s'installaient.

C'est Ferri-Pisani, ex syndicaliste CGT passé brièvement par la SFIO, qui a organisé les rencontres entre Irving Brown et Antoine Guérini [39], par l'intermédiaire d'un ancien flic passé au service des mafieux, Robert Blémant. Il a aussi créé un syndicat anticommuniste en 1948, le "comité méditerranéen des marins et des dockers" et des syndicats de marins et de dockers FO, toujours avec l'aide d'Antoine Guérini. A l'époque, les frères Guérini étaient des VIP très appréciés des jeunes stars du show biz, comme Alain Delon qui fréquentait les mêmes soirées.



-guerini_luciano

Le financement direct des actions anti-communistes par Irving Brown et la CIA via Ferri Pisani et les Guérini aurait pris fin en 1953, car le port de Marseille était passé sous contrôle des mafieux qu'ils soutenaient, et le trafic d'héroïne fournissait de nouvelles ressources[40].



Sur le plan politique, les Etats-Unis ont comme on l'a vu financé des partis et syndicats non communistes, afin de bloquer les mouvements de la CGT et surtout de faire scission : FO a fait scission de la CGT, la LCR du PC, et Lutte Ouvrière de la SFIO. Ce sont les trotskistes qui ont servi de chevaux de Troie, et ont été largement financés par la CIA, via notamment Irving Brown, qui se verra retirer son visa par les autorités françaises en 1956. Les socialistes et les syndicats "modérés" devaient être financés dans toute opposition au communisme [41].

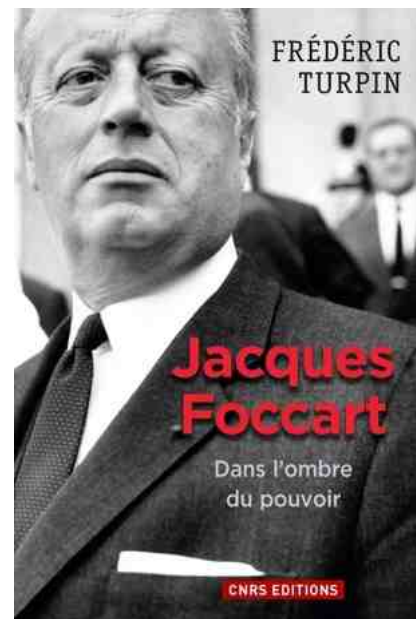


De son côté, le SDECE avait aussi ses contacts avec les mafieux corses. Par exemple Jo Attia a été libéré de prison en 1949 par le colonel Beaumont, à qui il avait sauvé la vie pendant la guerre, pour traquer un opposant Marocain, Alal el Fassi [42]. Il a aussi été en mission pour le SDECE en Tunisie en 1957. En 1958, il travaillait directement pour le réseau Foccart et en 1959 on le retrouve au Katanga puis en Côte d'Ivoire où il a ouvert une boîte de nuit à Abidjan qui est devenue le QG de la bande locale de Foccart [43].

A Paris, Attia était propriétaire du Gavroche à Montmartre, où squattaient les truands et les types des renseignements. On le retrouve lui aussi impliqué dans la disparition de Mehdi Ben Barka.

Le stay-behind avait aussi recruté dans les milieux d'affaires : on a vu que François de Grossouvre a été administrateur de Coca-Cola et patron de la première usine d'embouteillage en France, installée près de Lyon.

Il y avait Foccart bien-sûr, mais aussi le patron d'un groupe pharmaceutique, Roger Bellon, ou encore Pierre Hennegui le directeur de Simca (groupe automobile créé par Fiat)[44], ou encore Henri Guillermin ex résistant gaulliste comme les deux autres, devenu en 1948 gérant de la Société française industrielle et commerciale (SOFICOM), membre du SAC et élu gaulliste dans les années 60 et 70.





Les cellules "Rose des vents" étaient généralement dissimulées derrière des structures officielles d'extrême droite, comme l'ordre des Chevaliers de Notre Dame qui a planqué Paul Touvier pendant des années, ou l'Ordre du prieuré de Sion[45]. On notera que l'ordre des Chevaliers de Notre-Dame est lié à la Fraternité Notre-Dame, spécialisée dans l'aide aux prisonniers, qui a notamment aidé le tortionnaire d'Appoigny Claude Dunant dans sa réinsertion après sa libération en conditionnelle et dont le responsable a déclaré avoir aidé l'ex milicien Paul Touvier "par charité". Dans ces cellules, il y avait systématiquement des membres des renseignements et/ou de l'OTAN.

Même si De Gaulle a tenté, à un moment, de soustraire la France à la mainmise des services américains, leur présence est restée forte, via l'OTAN et ses réseaux. C'est tout de même aussi à eux qu'il a dû sa prise de pouvoir en 1958, fruit de plusieurs magouilles montées par des membres du stay-behind.

Avant 1955, un plan piloté par les renseignements généraux visait à éliminer les leaders communistes en cas de besoin. **Ledit plan, appelé RS pour "Répertoire Spécial", était basé sur une liste de 2.000 communistes qu'il était possible d'arrêter en l'espace d'une seule nuit [46] et de parquer dans des stades.** Ce fichier classé secret défense n'a été supprimé qu'en 1974 par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Michel Poniatowski. Difficile d'en savoir davantage car tous les documents auraient été détruits [47].





Avant qu'il revienne au pouvoir en 1958 grâce à un coup d'Etat (qui a donc fixé les institutions actuelles bien que cela soit totalement occulté de la mémoire officielle), des proches de de Gaulle ont tenté de rassurer les US sur les intentions de Mon Général. Vincent Nouzille écrit dans "Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la CIA et de la Maison-Blanche sur la France et ses présidents", que le 16 mai 1958, "Henri Tournet, un ami de l'éminence grise gaulliste Jacques Foccart, a rencontré secrètement le général Sternberg, l'un des officiers américains en poste en France. Le message était apaisant : de Gaulle respectera les engagements de la France dans l'OTAN, qu'il n'a pas l'intention de quitter. Le 21, alors que le désordre se propage, Tournet accompagné de Sternberg, rend visite à l'ambassadeur américain Amory Houghton pour réitérer ces propos et établir un canal de communication "informel" entre l'ambassade et le général, avec l'accord tacite de ce dernier".

Les US sont même allés jusqu'à prendre contact avec les socialistes pour éviter que la gauche n'aille dans la rue lors de l'élection de de Gaulle par l'assemblée et pour s'assurer que le groupe socialiste adhère massivement au retour du « général ». Une fois au pouvoir, beaucoup d' « amis » des US se sont trouvés aux commandes : Pierre Mendes-France (socialiste atlantiste), Antoine Pinay, Guy Mollet, René Pflimlin... Et tous ont confirmé la ligne atlantiste, pro OTAN et pro Europe du gouvernement.



La brouille s'est amplifiée après le départ de l'OTAN et surtout après la réélection de de Gaulle en 65. Les US se sont alors activés pour préparer la suite en s'intéressant notamment à l'opposition actuelle et à venir, notamment à Mitterrand (socialiste[48]), Giscard (indépendants) et Jean Lecanuet (centre).



A côté de cela, la CIA s'émançipait de plus en plus du pouvoir politique, fonctionnant comme une entité autonome qui ne rendait plus compte devant la représentation nationale ou le président. C'est ainsi que la CIA pouvait mener des actions dont le gouvernement américain n'était pas mis au courant, comme ce fut le cas pour le putsch des généraux en 1961.

De son côté le PC, assagi, était désormais d'accord pour le marché commun (libéralisation des mouvements de capitaux et à terme monnaie unique européenne).

En 1966 et 1967, Mitterrand et son frère Robert ont rencontré de nombreuses fois des officiers US pour leur expliquer à quel point ils étaient atlantistes et pro européens.



09-02-1967-de-gaulle-a-la-tele

François Mitterrand explique même à l'ambassadeur US à Paris Charles Bohlen : "Mon seul objectif est de renverser le gaullisme, après quoi je mènerai une politique proaméricaine" [49]. En juillet 66, Robert de passage à Washington, a fait un tour au département d'Etat US (les affaires étrangères) et a affirmé que Mitterrand soutenait la signature d'un accord militaire avec eux pour compenser le départ de l'OTAN, et qu'il était un chaud partisan de l'Europe "incluant la création d'organes supranationaux" [50].



Dans les années 60, la grande communauté internationale des fascistes s'est structurée, et pouvait opérer n'importe où dans le monde. Il y avait des antennes implantées dans toutes les dictatures en place, et dans les autres pays les opérations étaient menées en sous-main. Les groupes de mercenaires fascistes opéraient en fait partout même en France.

Le colonel Ramon Trabal, attaché militaire de l'ambassade d'Uruguay à Paris, a été assassiné en 1974 dans la cadre de l'opération Condor, ce réseau de fascistes qui traquait les opposants aux dictatures partout dans le monde. L'opération Condor était organisée en Amérique Latine, mais le système était aussi opérationnel en Afrique et en Europe. L'année suivante c'était le journaliste chilien de gauche Eugenio Lira Massi qui a été suicidé à Paris où il était arrivé seul en juin 1974.

En 1976, une équipe a assassiné l'ambassadeur de Bolivie, le général Joaquin Zenteno Anaya, en plein Paris et comme souvent le crime a été revendiqué ensuite par un groupe baptisé "les Brigades Internationales Che Guevara", ce qui a permis de l'imputer à l'extrême gauche. Et il est vrai que Anaya avait piloté la traque puis ordonné l'assassinat de Che Guevara en Bolivie en 67.

On a appris plus tard que cette opération avait été initiée par certains membres des renseignements boliviens aux ordres du dictateur Hugo Banzer (formé aux Etats-Unis) et des membres d'un groupe de fascistes liés à Otto Skorzeny lors d'une réunion à Madrid car il était opposé au président Banzer et soutenait l'ex président Juan Jose Torres, assassiné peu après en Argentine.

Otto Skorzeny, brillant militaire du 3e Reich qui avait rejoint le NSDAP dès 1931, a été comme son congénère Reinhard Gehlen un pilier de l'internationalisation du stay-behind. Gehlen opérait plutôt à l'est avec le réseau Odessa, Skorzeny au sud, de l'Amérique Latine au Moyen-Orient, en passant par l'Espagne et l'Italie, avec son réseau "Die Spinne" (l'araignée).

Ils ont formé de nombreux cadres des réseaux stay-behind, officiels ou carrément parallèles. Un dénommé Robert Leroy, ancien engagé volontaire dans la division Charlemagne des Waffen SS, a trouvé grâce à ses contacts chez les collabos un job dans une agence de presse en Italie.





Puis il a infiltré divers groupes communistes (partis, associations pro-chinoises...) en Suisse et en France pour le compte de l'OTAN et de Gehlen[51], patron du BND (les renseignements allemands pour lesquels Leroy a travaillé jusqu'à ce que quelques nazis dont Gehlen en soient écartés).



Robert Leroy, était l'une des chevilles ouvrières d'Aginter Press, agence de presse liée à l'OAS, basée au Portugal et qui servait de couverture à des opérations clandestine. Il a eu quelques ennuis à la Libération, a été condamné à 20 ans de travaux forcés, mais est ressorti dès 1954.

Avant de rejoindre Aginter Press, "De 1958 à 1966, il aurait été informateur pour le compte de l'OTAN, spécialisé dans les informations anti-communistes, sous la couverture de journaliste au journal suisse L'Étincelle, organe du Parti Populaire Suisse". A partir des années 60, Leroy a contribué à l'importants mouvements d'infiltration du mouvement pro-chinois par l'extrême droite [52] (en effet un certain nombre de fascistes invétérés sont soudain devenus favorable au maoïsme).

En Italie, Leroy et Guérin-Sérac (le n°1 d'Aginter Press dont il était le bras-droit) ont été fortement soupçonnés par certains services d'avoir été les cerveaux d'une série d'attentat, notamment ceux de la gare de Bologne [53], ou encore dans l'organisation d'un mouvement indépendantiste au Mozambique.

Leroy a aussi été





impliqué dans des opérations en Tanzanie, au Mozambique, en Zambie par exemple, toujours grâce à sa couverture de "journaliste maoïste" qui avait fait son mea culpa par rapport à son passé de nazi et de fasciste. Il en profitait aussi pour intoxiquer les leaders "révolutionnaires" et opposants aux régimes "amis".

Il existe quelques traces d'activité militaire US sur le sol français, même si on ne peut pas officiellement les relier au Gladio. Par exemple, les "OVNIS" aperçus au-dessus de la Corse en 1952, l'affaire du LSD de Pont-Saint-Esprit, ou encore quelques meurtres et enlèvements...

Des exercices ont eu lieu jusque dans les années 90. Par exemple en 1982, une semaine de formation a été organisée en Bretagne : attaque, interrogatoire, radio, filatures, parachutage...

Selon des spécialistes du renseignement, des exercices ont encore été menés dans le cadre de l'organisation stay-behind jusqu'en 1991, notamment en Suisse.

Le SAC entre dans la danse



Le Service d'Action Civique (SAC), a été créé à la fin de la guerre par une équipe de fascistes proche de de Gaulle, en tant que service d'ordre du parti gaulliste, le RPF. Constitué d'ex combattants souvent proches de Pasqua, il était plutôt d'une forme de groupe armé clandestin – certains ont parlé de "police parallèle" - destiné à lutter contre les communistes et à protéger de Gaulle ainsi que les intérêts de ses amis. Il a aussi noyauté la police, l'administration, et l'armée.



Le SAC, déposé officiellement en préfecture en 1958, faisait suite au Service d'Ordre du RPF créé en 1947 et déjà financé par des patrons d'entreprise (notamment Marcel Dassault) ainsi que des banques et des sociétés d'import-export. Ses membres devaient une "obéissance aveugle et une abnégation totale" aux cadres.

RPF

Le service d'ordre du RPF s'était doté d'une « école de formation des cadres » à Saint-Germain-en-Laye. Le commissaire collabo Jean Dides a placé des pions dudit service d'ordre dans la police.

Ce service d'ordre a été dissous brièvement puis remis sur pied par Pasqua, le mafieux collabo ami de la CIA Etienne Léandri, Jacques Foccart, Roger Frey, Alexandre Sanguinetti et quelques autres en 1958 au retour du général, sous le nom de "service d'action civique". Les membres juraient une "obéissance aveugle" au chef, mais en échange ils étaient bien payés ce qui ne les empêchait pas d'augmenter leurs revenus avec divers trafics.

Le QG du SAC était dans un hôtel particulier de la rue de Solférino appartenant au comité de soutien à l'action du général de Gaulle, où se trouvait aussi son bureau et celui de son fidèle ami Jacques Foccart. Autre élément qui montre la consanguinité entre le parti gaulliste et le SAC : en 1968, la permanence politique de Pasqua à Levallois a abrité un poste de commandement du SAC équipé de radios.



Naquere

www.delcampe.net

Au fil du temps les activités du SAC se sont diversifiées : lutte anti gauchistes bien-sûr, mais aussi contre FLN algérien et contre l'OAS, en France et en Algérie, et un nombre impressionnant de magouilles dont on va voir un aperçu.

Ce qui nous amène à l'OAS, ce groupe terroriste d'extrême droite créé pour défendre une "Algérie française" était piloté par des membres de l'armée française et a été aidé par la CIA.



C'est elle qui a permis à des membres de l'OAS de se réfugier en Italie en 1962, quand l'Algérie allait devenir indépendante.



OAS algerie

L'OAS a par exemple organisé toute une série d'attentats contre de Gaulle, notamment à Mexico en 1964, ou au Petit Clamart deux ans plus tôt, à Pont-sur-Seine en 1961... Pour cela, les US ont demandé à Federico D'Amato, Italien membre de la loge P2, de protéger et d'aider les membres de l'OAS bien qu'ils aient tenté de renverser de Gaulle et de commettre plusieurs coups d'Etat.

Les US ont ensuite fait pression pour que les gaullistes n'évoquent jamais devant l'opinion publique le soutien apporté à l'OAS par la CIA [54]. Puis ils ont dit que ce soutien actif a été mené dans le dos du gouvernement.

C'est à l'OTAN qu'ils auraient pris contact avec certains des généraux putschistes, comme Challe qui était mis à disposition de l'OTAN depuis 1951 et a été nommé commandant en chef de l'OTAN pour le Centre-Europe en avril 1961. Un certain nombre de membres de l'armée "secrète" ont aussi rejoint l'OAS[55].



En 1961 l'OAS devenue une véritable organisation terroriste, était impliquée dans la tentative de "putsch des généraux" à Alger. Il a toujours été question de l'implication de la CIA dans cette tentative de renverser le début de Ve République. En tout cas, la CIA cherchait à convaincre l'OAS de s'entendre avec le FLN, histoire d'éviter que l'Algérie indépendante ne se rapproche trop de l'URSS.



En effet, selon un responsable des renseignements suisses de l'époque, "Ce sont les représentants des États-Unis à Alger, avant tout le consul général américain de cette ville, qui sont intervenus, bien entendu téléguidés par Washington, appuyés dans leur action par les agents de la CIA et nantis de fonds secrets importants".

L'OAS avait par ailleurs des liens avec Israël : elle bénéficiait de financements de la part de citoyens israéliens, et d'anciens membres de l'Irgoun, un commando de l'armée Israélienne, ont contribué à former les membres de l'OAS [56].

Le SDECE avait aussi fait sortir dans les années 60 l'affaire Permindex, une société qui a financé l'OAS avec de l'argent blanchi en Suisse qui provenait d'organisations israéliennes comme la banque Hapoalim ou le syndicat israélien affilié à l'Internationale Socialiste[57]. Permindex était aussi citée dans l'affaire de l'assassinat de Kennedy, et a permis le financement de groupuscules néo nazis en Italie et en Allemagne de l'Ouest. Et surtout, Permindex était une blanchisseuse d'argent du trafic de drogue international, organisé notamment par les Etats-Unis[58].



Les membres de l'OAS intervenaient dans différents pays en Europe et ailleurs, pour des opérations discrètes tels que des assassinats de membres ou sympathisants du FLN, ou des agressions (de militants FLN, de syndicalistes, de gauchistes...). Après l'indépendance de l'Algérie en 1962, l'OAS s'est progressivement dissoute.



C'était la grande époque Foccart, celle de la Françafrique et du SAC dont il était l'un des fondateurs, l'époque de la corruption des présidents africains, du détournement des richesses de l'Afrique, des pots-de-vin sur les grands contrats et des détournements d'argent, notamment d'Elf, au profit des partis politiques - et de leurs leaders. On va revenir là-dessus dans une autre partie.

Foccart, résistant officiel depuis 1942 mais probable collabo jouant sur les deux tableaux [59]—on n'est jamais trop prudent !- a créé sa boîte d'import-export implantée dans les actuels DOM-TOM et les colonies, la SAFIEX, en 1946. Autour de la SAFIEX gravitaient un tas d'entreprises plus ou moins obscures d'import-export dirigées par d'anciens membres des

réseaux de résistance gaullistes. Ces sociétés se sont développées au fil des années, se structurant comme une nébuleuse autour de Foccart.

Dès le retour de mon général au pouvoir en 1958, à l'occasion d'une forme de coup d'Etat militaire, Foccart a été nommé conseiller pour les affaires Africaines. Parmi ses principales activités, il y avait la mise en contact des patrons d'entreprises français proches du pouvoir tels que Francis Bouygues ou Ambroise Roux (père de l'actuel dirigeant du medef) [60] avec les dirigeants africains.



Jacques Foccart, l'énigmatique _Monsieur Afrique_ de l'Elysée - Opéra



En 1960 il a été nommé secrétaire général de l'Élysée et dirigeait aussi le SAC, toujours afin de préserver les intérêts politiques et ceux des capitalistes français en Afrique malgré le processus de décolonisation. Il était opposé à Pasqua dans la gestion du SAC, et Pasqua a fini par en être exclu.

Foccart a été ensuite maintenu à ce poste par Pompidou, arrivé au pouvoir en 69 [61], preuve que la rupture avec les pratiques mises en place sous de Gaulle n'était pas si marquée que cela. Même s'il y a eu un certain nettoyage des éléments les plus déviants en 1969, année où Pasqua a monté un SAC parallèle.

Via le SAC, Foccart a développé tout un système de remontée d'argent frais à travers des affaires légales ou non, et grâce à une corruption massive à tous les échelons de décision qui a permis d'entretenir des réseaux de fidèles dans les milieux des affaires et du renseignement notamment. Lors de la commission d'enquête parlementaire sur le SAC en 1982, le journaliste de L'Humanité Alain Guérin a expliqué : "Actuellement encore, paraît-il, il n'y a pas une seule construction d'un grand hôtel ou d'un hôpital en Afrique dans laquelle Foccart ne soit pas intéressé".



L'objectif était aussi de construire un marigot d'élites favorables, bien dans la ligne de pensée pro business et autoritaire, prêtes à accepter toutes les magouilles. Il fallait donc cibler les futures élites. En 1955, Foccart a par exemple mis la main sur la liste des étudiants guadeloupéens partis étudier en métropole, dans l'objectif "d'amener progressivement à notre œuvre d'épuration et de redressement ces jeunes déracinés dont l'isolement des éléments sains, l'emprise des mauvais compagnons et le grignotage des cocos sont les plus dangereux ennemis [...], de les aider moralement et de les soutenir matériellement"[62].



Des truands, choisis parmi les têtes brûlées envoyées en prison dans les différents départements de France, étaient recrutés par le SAC et libérés, et pour certains entraînés sur le mode paramilitaire. C'était ainsi à Marseille, à Lyon, à Paris [63]...

On leur donnait un permis de port d'armes, une carte tricolore du SAC, on leur faisait jurer fidélité sur la croix de Lorraine et on les envoyait faire la sale besogne notamment en Algérie. Quant aux gros mafieux, ils collaboraient évidemment avec le SAC, véritable puissance parallèle. Pendant les scrutins électoraux, les gros bras du SAC sillonnaient les territoires où la gauche était bien implantée pour intimider leurs opposants, voler et détruire les bulletins de vote. En cas de problèmes avec la justice, le SAC intervenait pour stopper ou atténuer les procédures.

Le Monde

Se connecter

En Mai 68, le SAC était considéré comme la « police parallèle » du pouvoir

Sous les pavés, la droite (2/3). « Le Monde » revient, dans une série d'articles, sur la manière dont le camp conservateur a vécu les « événements ».

Par Yves Bordenave

Publié le 24 avril 2018 à 05h00 - Mis à jour le 24 avril 2018 à 20h27 - Lecture 13 min.

Article réservé aux abonnés



En Mai 68, le SAC était considéré comme la « police parallèle » du pouvoir



En France, les réseaux de magouilles étaient pratiquement les mêmes mais plus discrètement. Il est connu, par exemple, qu'autour de Foccart, "de ses réseaux et du SAC, se constitua dès la rentrée 1968 un système de vigilance et d'action qui doublait de facto le système officiel de surveillance et de répression mis en place par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin".

Le SAC a repris les opérations anti-communistes, comme si "c'était son ADN". L'historien François Audigier explique qu'autour de Foccart, du SAC, de Marcellin ministre de l'Intérieur de Pompidou, chacun assumait son rôle pour mener la propagande de droite, capitaliste, pro-américaine, pro-européenne etc.



"Cet ensemble militant mobilisait des organisations déjà existantes avant 1968, comme le SAC (créé fin 1959) et la Confédération française du Travail (CFT, syndicat indépendant fondé fin 1959), mais aussi des formations nées en mai-juin 1968 comme les Comités de défense de la République (CDR) et l'Union nationale interuniversitaire (UNI).

Chaque organisation intervenait sur un domaine propre. Au SAC de Pierre Debizet revenaient l'action musclée de terrain et le soutien logistique des campagnes, aux CDR d'Yves Lancien la vigilance citoyenne et la sensibilisation de l'opinion, à l'UNI de Jacques Rougeot la propagande sur les campus et la formation idéologique de cadres, à la CFT de Jacques Simakis la surveillance dans les entreprises de la CGT et des gauchistes" [64].

Nous sommes donc à la fin des années 60, dans la même configuration qu'après la guerre. Les US, pour leur propagande, ont juste passé la main à des élites locales, bien alignées, bien moulées, et très probablement bien tenues par divers dossiers compromettants. Bref, rien que dans cette mouvance de militants directs, François Audigier compte 30.000 militants environ.



Dans les années 60 et 70, Foccart a fait rentrer beaucoup des barbouzes du SAC dans les services de renseignements, SDECE et DST. Des rapprochements ont été faits avec des groupuscules d'extrême-droite, pour organiser des affrontements avec la gauche et détourner le débat politique et social.

Au fil des années, les dérives du SAC, dont les membres versent dans la délinquance quotidienne et dans criminalité en toute impunité, commencent à se voir et à agacer l'opinion publique. Mais, la guerre d'Algérie intervient et les hommes du SAC sont bien utiles, donc on ne touche à rien. En 1968, le SAC a été très présent à la demande de Pasqua, et plusieurs meurtres de sympathisants de gauche ont été commis par ses membres en l'espace de quelques mois.

On retrouve le SAC impliqué dans le trafic de drogue vers les Etats-Unis dans les années 60, avec les manigances de l'avocat Pierre Lemarchand, élu député de l'Yonne en 1962. Lemarchand était un responsable du SAC très proche des renseignements, le SDECE, et a recruté divers truands comme Ange Simonpieri qui avait aussi sa carte du SAC et était passé par l'Algérie, a été son garde-du-corps pendant la campagne électorale et organisait le trafic de drogue entre l'Europe de l'ouest est l'Amérique du nord, avec un banquier de Genève. On notera que Simonpieri s'est installé dans l'Yonne, région dont on va reparler dans le cadre d'affaires de réseaux pédocriminels, avant de se réfugier en Corse dans "le fief de l'influent député gaulliste Jean Bozzi [cofondateur du SAC] et du caïd Jean Colonna".

Affiche PC anti OAS

Les mandats d'arrêt émis par les américains contre Simonpieri après que plusieurs de ses passeurs se soient fait arrêter n'ont pas été exécutés[65], et il a bénéficié d'une grande mansuétude de la part de la police comme de la justice. A son procès en 1972 il a dit que les quantités d'argent passées sur son compte en 1968 étaient destinées à aider des membres de l'OAS qu'en réalité il avait combattue et qui était quasiment éteinte depuis 1962. L'OAS qui refusait l'indépendance de l'Algérie comme de toutes les colonies était une énorme épine dans le pied de Mon Général.

Elle était donc largement soutenue par les Américains, qui ont allègrement armé et financé ses militants. Une affaire est assez révélatrice de l'ambiance : l'enlèvement du colonel Argoud, de l'armée de Terre, vichyste convaincu et donc très proche des US à la fin de la guerre. Ce spécialiste de guerre révolutionnaire a d'ailleurs combattu en Afrique du Nord l'Armée Française de Libération menée par de Gaulle. Fervent partisan de l'Algérie française, il a participé à l'organisation du putsch des généraux en avril 1961 puis a la création de l'OAS.





Son enlèvement en 1963 à Munich par des Français fut un incident diplomatique impliquant l'Allemagne, la France, mais aussi les Etats-Unis qui ont demandé son retour en Allemagne. Officiellement les ravisseurs appartenaient aux renseignements militaires mais en réalité il s'agissait du SDECE / SAC et Christian David, Georges Boucheseiche et Jo Attia étaient de la partie. L'opération a été menée sur ordre de Foccart [66], et Argoud a été laissé dans un camion et donné à la police le lendemain de l'enlèvement, avant d'être emprisonné jusqu'en 1968[67].

Lemarchand, qui était ami avec l'ex proxénète devenu leader du SAC pour le Sud-Ouest Charly Lascorz, a été très actif dans la lutte contre l'OAS et a été radié du barreau après avoir été impliqué dans l'enlèvement de l'opposant marocain Ben Barka ainsi que dans des tortures de militants de l'OAS.

Charles Pasqua est mort _ du SAC aux rétro-commissions, une vie de controverses

Le SAC était aussi intimement lié
Beaucoup de ses membres étaient
qu'une purge n'ait lieu dans les
années 70. Par exemple, un
membre du SAC assassiné en
Michel Coutant, proche de
Lascorz, faisait dans le trafic
d'armes et se disait chargé de
mission pour le ministère de
l'Intérieur[68]. La bande de
Lascorz avait des documents
officiels comme des ordres de
mission et des cartes de
police.

Le truand grenoblois et
été assassiné en 1968 après
de quitter le SAC. Il était le
cousin du ministre Alexandre
Sanguinetti, ce qui lui a permis
d'officier comme chauffeur de
Pompidou lors d'un passage à
Grenoble en 1967. Ses bras
droits ont alors repris la direction
du SAC local. L'un des patrons
du SAC au niveau régional était
Henri Guillermin, ex membre du
SDECE lié aux réseaux Foccart,
et député UDR. A Lyon, les
responsables de la police
étaient carrément impliqués
dans la prostitution et
collaboraient avec certains
truands également membres du SAC.

EOBS avec Le Plus

Charles Pasqua est mort : du SAC aux rétro-commissions, une vie de controverses

Publié le 01-07-2015 à 07h07 - Modifié à 12h12
6 réactions | 4932 lu

🕒 Temps de lecture : 3 min



Par Jean-garrigues
Historien



LE PLUS. Il était l'un des piliers de la famille gaulliste. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur à deux reprises, est mort à l'âge de 88 ans, lundi 29 juin. L'historien Jean Garrigues, spécialiste d'histoire politique, revient sur le parcours, les méthodes et les controverses qu'a suscitées celui qui fut le parrain politique de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy.

Édité par sebastienbillard

PARTAGER



Charles Pasqua au Sénat, le 25 septembre 2011 (L. BONAVENTURE/AFP)



A Bordeaux le SAC a soutenu la campagne de Chaban-Delmas en 1970, en mettant le bazar dans les réunions de son opposant Servan-Schreiber. Dans le Haut-Rhin en 1977 un de ses commandos a attaqué un groupe d'écolos qui avait installé un camp au niveau d'un pylône pour la ligne électrique partant de Fessenheim.

La même année des munitions et des armes de guerre ont été retrouvées lors d'une perquisition chez un responsable du SAC dans l'Eure, et à Reims deux membres du SAC ouvriers chez Citroën ont été condamnés pour avoir tué un gréviste devant l'usine. En 78 à Saint-Dizier des membres du SAC ont tiré sur des jeunes militants gauchistes occupés à lacérer des affiches de candidats RPR, à Avignon d'autres ont poursuivi avec des armes une camionnette de colleurs d'affiches du parti communiste[69]...

En 1976, Chirac a créé le RPR avec une petite bande dont Alain Juillet, Jérôme Monod, et bien-sûr son fidèle ami, toujours aux commandes du SAC, Charles Pasqua. L'objectif était d'assurer son élection en 1981. Bien-sûr, une partie de l'ancien service d'ordre gaulliste était encore là. Mais le SAC soutenait aussi Giscard.



Dans l'affaire de la mort de Robert Boulin en octobre 1979, on retrouve l'implication du SAC du début à la fin, selon divers témoignages mis au jour ces dernières années.



Une délégation du SAC était même présente à ses obsèques, et une grande couronne offerte par le SAC a été envoyée avec d'autres depuis la présidence de la République.

Le procureur qui a permis d'étouffer l'affaire en intervenant sur place la nuit des faits, Louis-Bruno Chalret, était au service du SAC dont il avait fait libérer certains membres[70], et était en contact avec l'avocat Pierre Lemarchand, un des pontes du SAC. Boulin lui-même assistait aux grands rassemblements du SAC et à des réunions importantes de membres du SAC encore quelques années plus tôt.

Et Boulin, qui appartenait au parti centriste et était dans la ligne de mire de Chirac tout en dérangeant les gaullistes en ouvrant la voie à une collaboration avec Giscard, était au courant de certains circuits illégaux de financement du RPR et d'opérations de barbouzes.



Foccart n'était pas un papy tranquille qui vivait loin. Il était un militant de la répression, en France comme en Afrique, et dans tous les domaines, criant déjà pour la mise en œuvre de solutions radicales pour sauver une société qui ne lui convient pas. "Dès la rentrée 1968, Jacques Foccart et ses amis incitèrent les autorités à la fermeté dans les domaines sensibles de la sécurité, de l'éducation, des médias et des syndicats", précise François Audigier.

Lors des auditions de la commission d'enquête sur les activités du SAC, des truands et d'autres témoins ont expliqué que sous De Gaulle, il arrivait fréquemment qu'on fasse sortir des types de prison pour leur demander divers services, comme par exemple liquider quelqu'un qui dérange. L'un de ces témoins a précisé que c'était pratique puisqu'ils avaient un alibi en "béton", étant censés "se trouver à Fresnes".



conference-presse-9-septembre-1959-Casablanca-Mehdi-Ben-Barka-annonce-constitution-Union-Nationale-Forces-Populaires

Dans l'affaire Ben Barka en 1965, il est aujourd'hui très clair que certains membres des services secrets français ont collaboré avec des truands proches du SAC pour éliminer cet opposant politique marocain, sur le sol français. Le Mossad, qui avait installé à Paris son siège pour les opérations en Europe, est également intervenu, sur le plan logistique semble-t-il [71].

Cette époque autour de la guerre d'Algérie était il est vrai assez compliquée, avec les barbouzes divisés en deux camps : pour de Gaulle ou pour l'Algérie française, ces derniers étant largement soutenus par les US (ou par Allen Dulles dans le dos de Kennedy, paraît-il).

L'affaire Ben Barka implique aussi, bien-sûr, les Américains. Le général Oufkir, commanditaire quasi officiel de l'élimination de Ben Barka et ministre de l'Intérieur de Mohammed V, était l'allié n°1 de la CIA, qui le soutenait et travaillait avec lui au Maroc, notamment à l'élimination des opposants au régime. Mais apparemment il avait aussi des liens avec des responsables CIA et se serait rendu au centre d'entraînement de la CIA à Port Holibert dans le dos de Mohammed V.



-Qui est Saâd Lounès_ » Algérie-Maroc_ La Vengeance des amis d'Oufkir - Opera

Le général Oufkir a aussi été impliqué dans le coup d'Etat de Skhirat –raté- en juillet 1971, mais contrairement à ses camarades militaires il s'en est tiré. A ce moment, les bases US se construisaient au Maroc, qui bénéficiait en retour des millions d'aide et de contrats US. Le chef de station de la CIA au Maroc Robert Wells a contribué à former et assister les services du Roi dans la répression des opposants, qui allait jusqu'à la torture et au meurtre.



Le commando qui a enlevé Ben Barka devant la brasserie Lipp où il avait rendez-vous avec le cinéaste Georges Franju et deux journalistes dont Philippe Bernier, proche du mouvement de Ben Barka, le 29 octobre 1965, **était composé du chef d'escale à Orly qui était à la fois membre du SAC et collaborateur du SDECE Antoine Lopez**, accessoirement ami avec Oufkir[72], d'un lieutenant du groupe de répression du trafic de stupéfiants dénommé Louis Souchon, et de son assistant Roger Voitot, qui ont présenté leur carte de police à Ben Barka pour l'embarquer. Ensuite, Lopez a prévenu un responsable du SDECE que "le colis a été livré".

Ben Barka a été emmené dans la villa de Georges Boucheseiche, truand membre du SAC également, où il a été tué. Un des trois autres truands du SAC présents dans la villa (avec deux membres des services marocains), **Georges Figot, a déclaré que c'est le général Oufkir qui a tué Ben Barka d'un coup de poignard**, avant d'être retrouvé suicidé chez lui en janvier 1966 alors qu'il était encerclé par la police [73].



Manif 2015 pour affaire ben barka

Quant au corps de la victime, le Mossad serait intervenu pour le faire disparaître. Il aurait aussi aidé à localiser la cible, qui voyageait beaucoup. Il a fallu plus de dix jours avant que la nouvelle de sa disparition ne filtre dans les médias.

Marcel Leroy était l'agent traitant au SDECE d'Antoine Lopez, le chef d'escale ami du général Oufkir. Juste avant l'opération, il raconte dans un roman à clés appelé "Le Comité" avoir été reçu à l'Élysée où on lui aurait demandé d'enlever Ben Barka dans le cadre d'une opération anti-drogue. Il aurait d'abord refusé, avant d'accepter dans la mesure où on lui assurait que ses supérieurs étaient d'accord.

Et là, on arrive, selon Henrik Krüger, sur des faits surprenants : "Le Legros que Marcel Leroy a rencontré dans le bureau de Matignon pourrait bien être Fernand Legros, le playboy, millionnaire, marchand d'art, agent de la CIA et membre de l'entourage de Pompidou qui a ensuite croisé Christian David dans des circonstances inhabituelles. Legros était un agent double", écrit-il dans "The Heroïn Coup".



En France, Legros est seulement connu du grand public comme un faussaire de tableaux, excentrique et bien introduit jusqu'à sa chute en 1967 quand un riche Texan s'est rendu compte que Legros lui avait vendu 47 faux tableaux "de maître" accompagnés de vrais certificats octroyés par des experts peu scrupuleux ou peu compétents. Il était naturalisé "Américain". Krüger explique que Legros disait travailler pour le SDECE et pour la CIA, mais qu'en réalité il était fidèle à la CIA et était même un "ami personnel" d'Henri Kissinger, conseiller de divers présidents US en politique étrangère et spécialiste des coups d'Etat et des opérations sous faux drapeau.



La CIA l'avait notamment chargé d'espionner le secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld, et il a aussi participé à l'enlèvement de Moïse Tshombe, leader politique du Katanga au Congo qui a dû s'exiler en 1965 quand Mobutu a pris le pouvoir et l'a fait condamner à mort. Le 30 juin 1967 il a été kidnappé en Espagne (alors sous Franco) par la CIA (selon Krüger) ou le SDECE (selon les US), et a été emmené en Algérie et placé en résidence surveillée, puis serait mort d'une crise cardiaque en 1969. Enfin, Legros qui vivait à Genève connaissait Ben Barka.

Fernand Legros, profession _ marchand de faux

Leroy a été brièvement emprisonné mais la CIA l'en a fait sortir rapidement en menaçant le SDECE et des politiques français par le biais d'un agent passé dans leur giron, Philippe Thyraud de Vosjoli. Il a donc comparu libre au

procès où il était renvoyé pour avoir été mis au courant du complot, pour être finalement acquitté comme quatre autres accusés.

A l'issue du procès en juin 1967, Lopez a pris 6 ans, Souchon 8, Oufkir et Boucheseiche ont été condamnés par contumace à perpétuité. Mais pour Krüger et un certain nombre d'observateurs comme de Gaulle, la CIA était probablement dans l'ombre derrière Oufkir et d'autres protagonistes français. Car il semble qu'une autre équipe soit venue chercher l'otage de force.



**LA GAZETTE
DROUOT**

Rechercher un article, un lot, une vente

Calendrier des ventes

Enchères à la une

Marché de l'art

Art et po

Personnalités / Portrait

Fernand Legros, profession : marchand de faux

Le 10 novembre 2017, par **Camille Larbey**

France 5 diffuse cette semaine un documentaire retraçant les incroyables aventures du célèbre faussaire Fernand Legros. Un vrai feuilleton.

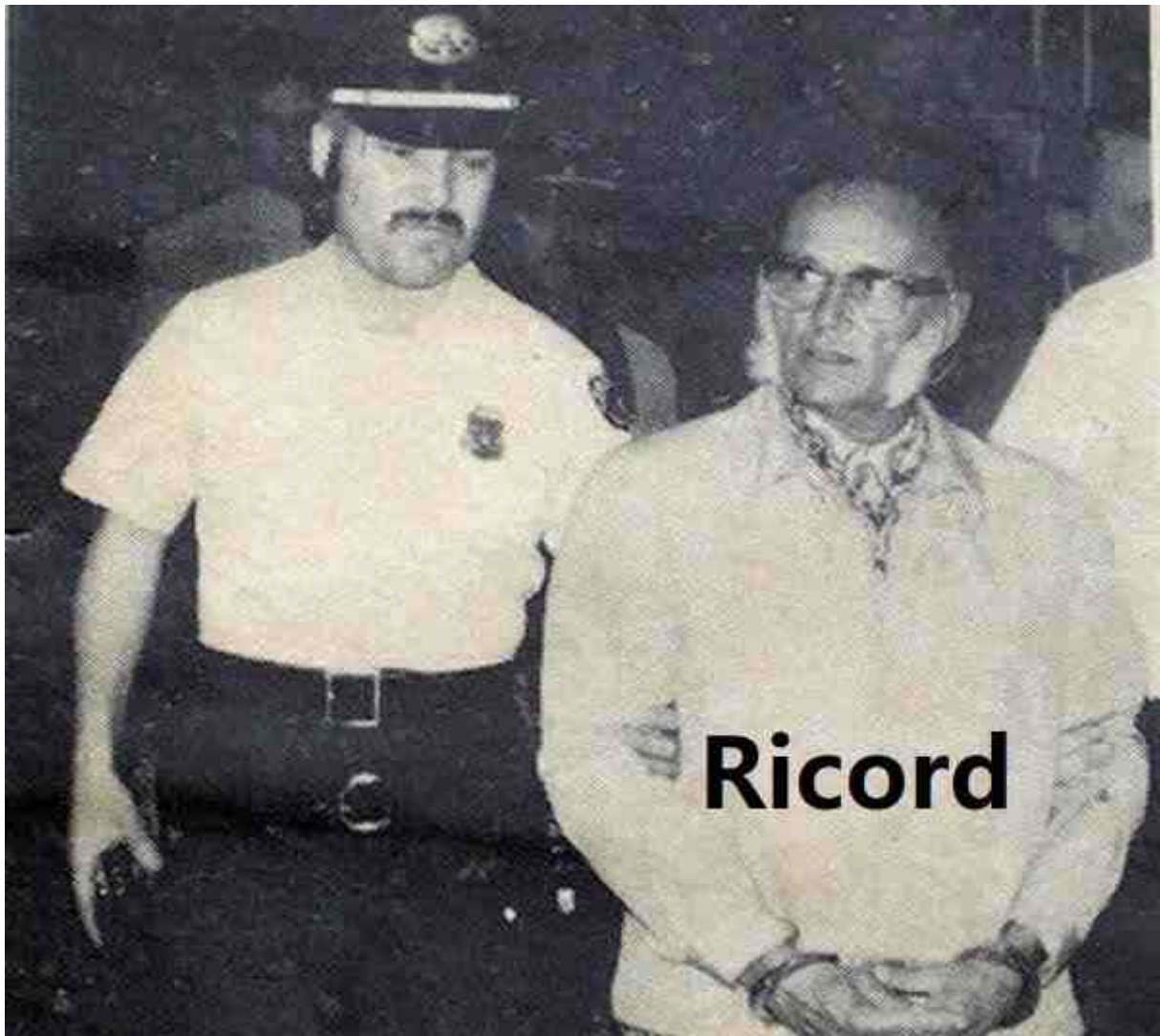


Les réseaux de barbouzes ont été actifs en France, mais aussi à l'étranger. De nombreux collabos ont fui en Amérique Latine après la guerre, avec l'aide des services français ou simplement de leurs copains mafieux. L'épopée de Christian David le montre : trop jeune pour avoir été collabo, il a commencé comme proxénète du côté de Bordeaux et a vite rejoint la bande de Jo Attia (lui-même agent du SDECE, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) et s'est retrouvé avec lui en Algérie en 1962 à faire le barbouze.



Il s'y est montré tellement "brillant" que le SDECE lui a ensuite demandé de travailler à plein temps pour les services. Il est donc allé s'entraîner avec les militaires, probablement à Saint-Cyr-au-Mont d'Or près de Lyon[74].

Après avoir effectué diverses missions[75] pour le SDECE en Afrique, notamment au Maroc alors qu'officiallement il était recherché par la police, Christian David a tué un commissaire de police en 1966. Grâce à ses amis du SAC et du SDECE il a pu fuir en Argentine via l'Italie avec de faux papiers. Il a été accueilli par d'autres amis du SAC et du SDECE, a pas mal voyagé sur le continent et puis s'est installé au Paraguay.



Il y a rejoint **Auguste Ricord, un collabo qui a fui la France en 1947** sous une fausse identité pour développer son trafic de drogue d'abord en Argentine où il a très vite créé une chaîne de restaurants[76]. Au début des années 60 il s'est installé au Paraguay où son business est devenu florissant grâce au contexte local de flou législatif et à sa proximité avec le dictateur local Alfredo Stroessner[77].



Le réseau de Ricord était présent dans toute l'Amérique latine et prêtait main forte aux dictateurs pour réprimer les opposants et asseoir leur autorité. David a par exemple infiltré la guérilla des Tupamaros en Uruguay, pour le compte du président uruguayen Pacheco Areco. On pourrait aussi parler de Klaus Barbie en Bolivie, qui était d'ailleurs en liens d'affaires avec Ricord [78].

Quand Christian David a été extradé du Brésil vers les Etats-Unis en 1972, la France n'a pas demandé son extradition pour le meurtre du policier. Pourquoi ? David a déclaré -sous la torture a-t-il dit[79]- aux policiers brésiliens qu'il était lié à l'enlèvement de l'opposant Marocain Mehdi Ben Barka[80], via le SAC où il a été recruté en 1961 par l'avocat Pierre Lemarchand alors qu'il se trouvait en prison. Lemarchand, avocat de nombreux truands, recrutait pour le SAC dans sa clientèle.



Defendant Auguste Joseph Ricord, whose image was glamorized in the film "The French Connection", was described by Ms. Dengeroff as a "short, balding man who had muttonchop sideburns and wore tortoiseshell glasses."
Dengeroff, Lisa Libby

Ricord, Auguste Joseph

Les types du SAC continuaient à assurer les campagnes électorales des gaullistes et même de l'UDR, à attaquer les militants de gauche, et à commettre des meurtres et attentats à l'occasion, comme en mai 1970 quand deux membres du SAC de Besançon ont déposé une charge de plastic devant le tribunal avec l'objectif de faire accuser la gauche ensuite.



Le SDECE a été purgé par Pompidou, marqué notamment par l'affaire Markovic dont on va reparler, qui a placé à sa tête l'atlantiste fervent Alexandre de Marenches. Celui-ci a viré plus de 800 agents, dont beaucoup de gaullistes proches du SAC. Sous Pompidou, Washington n'était clairement plus un ennemi. Une partie des types virés du SAC sont ensuite allés s'établir en Espagne, alors sous le régime de Franco, où ils ont rejoint l'internationale fasciste où ils ont rejoint leurs anciens ennemis de l'OAS. 7000 types ont aussi été virés du SAC en 1972 -1973.

Il faut dire que le début des années 70 a été marqué par plusieurs scandales impliquant le SAC. A Lyon il a été question de chefs de la police tels que les commissaires Javilliey ou Tonnot l'ex chef de la brigade des mœurs proche du milicien Paul Touvier[81], et de politiciens comme le député UDR Edouard Charret qui protégeaient les maisons closes (alors illégales).

D'ailleurs, Charret qui se disait "obsédé par le vice" était un militant de la rouverture des maisons closes [82], n'a été entendu que comme témoin dans cette affaire et a toujours une place à son nom dans le 4e arrondissement de Lyon. Charret était aussi intervenu pour aider Hubert Sorba, membre du SAC qui avec son frère lui donnait des coups de main pour ses campagnes électorales. Il a aussi proposé pour l'Ordre national du mérite Antoine Colombani, qui avec quelques flics véreux organisait le racket des maisons closes contre la "protection" des autorités, et assistait comme l'ont prouvé diverses photos, aux mariages des proxénètes du coin.



Sous Giscard, proche des US, le SAC a été un peu mis de côté mais a poursuivi ses activités, en se repliant sur Elf et sa "sécurité" notamment. Poniatowski, ministre de l'Intérieur et n°2 du gouvernement en 1974 lors de la victoire de Giscard, a conservé tous les responsables du SAC présents dans son cabinet à son arrivée.

Et il semble que Giscard avait lui aussi sa petite police parallèle, soupçonnée de l'assassinat en 1976 du journaliste d'extrême droite passé au RPR René Trouvé. Celui-ci avait eu la mauvaise idée de s'en prendre à un des principaux financiers de l'UDR dans le secteur, le Dr Claude Birague, accusé de l'assassinat de Trouvé.



Au fil des scandales, les membres du SAC ont rejoint d'autres milieux, notamment le Front National et la franc-maçonnerie. Plusieurs obédiences et loges, comme Memphis-Misraïm, se sont plaintes d' "entrisme" par de nombreux membres de la DST et types d'extrême droite. L'intérêt était que Memphis-Misraïm, qui donne dans les rituels égyptiens, réunir beaucoup de pontes des différentes loges de la franc-maçonnerie. Un n°2 de Memphis-Misraïm, la loge à laquelle on doit la République italienne, a été à un moment un agent de la DST et selon un de ses grands maîtres en France, "la DST s'est autant servie de la structure que la structure s'est servie de la DST".



"L'activité occulte du SAC a été grandement facilitée par sa pénétration à tous les niveaux dans la police. On en trouve la preuve éclatante dans la participation commune de membres du SAC et de policiers au service d'ordre des déplacements officiels et des campagnes électorales RPR et UDF, ainsi qu'à de véritables opérations commando contre les militants syndicalistes et les travailleurs en lutte dans nombre d'entreprises", avaient conclu les auteurs du rapport sur le SAC de la commission d'enquête parlementaire de 1982, "Une certaine hiérarchie a couvert –si ce n'est facilité- l'exécution d'un certain nombre de missions du SAC".

Affiche SAC

En 1981, sur 145 membres du SAC adhérents dans les Bouches-du-Rhône, 45 étaient policiers, en Gironde ils étaient 50 sur environ 200 membres actifs. Certaines compagnies de CRS, dirigées par des membres du SAC, fournissaient de nombreux membres aux sections locales. "L'infiltration du SAC dans la police s'est traduite par la présence, tout au long de la période d'activité de ce mouvement, de nombreux policiers parmi les responsables locaux ou nationaux de cette association", ajoute le rapport parlementaire.

En 1981 après le scandale déclenché par le massacre de la famille de Jacques Massié, leader du SAC à Marseille, et de plusieurs membres de sa famille, par d'autres membres du SAC alors dirigé par Pierre Debizet, Mitterrand a fait mine de taper du poing sur la table : il a changé le nom du SDECE, devenu la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure), dirigé par Pierre Lacoste. Il y a aussi eu une commission d'enquête parlementaire qui n'a pas pu gratter bien loin, se satisfaisant des dénégations des uns et des autres. En 1982,



Mitterrand a interdit le SAC, bien qu'il ait été élu l'année précédente avec l'aide de cette milice gaulliste.



Lacoste a poursuivi sa mission avec l'OTAN et "continua à diriger l'armée secrète placée sous sa responsabilité et, en 1990, suite aux révélations sur Gladio, il défendit sa conviction selon laquelle les plans de réserve d'invasion conçus par les Soviétiques justifiaient pleinement le programme stay-behind", écrit Daniele Ganser. Selon certains observateurs, tout avait été préparé dès 1981 par Pierre Debizet le secrétaire général du SAC, pour que de nouvelles structures puissent prendre le relais du SAC, toujours avec l'objectif de lutter contre les idées de gauche.



Pierre Debizet, directeur of Gaullist militia Service d'Action Civique

C'est ainsi que peu après la tuerie d'Auriol, en septembre 1981, Debizet a déclaré : "Avec mes hommes, avec mon organisation transformée, modernisée, nous nous mettons à la disposition de la nouvelle opposition, surtout celle qui sert le plus les idées gaullistes". L'objectif était bien de rendre le SAC "plus efficace pour répondre à la situation politique actuelle", comme l'a précisé un courrier de Debizet aux responsables départementaux du SAC datée du 21 octobre 1981.

Un mouvement appelé "Solidarité et Défense des Libertés" a donc été créé par Pasqua et ses copains (notamment des Hauts-de-Seine) en décembre 1981 pour agir contre le "socialisme". On y trouvait la droite de la droite, avec des individus comme Jacques Toubon, Patrick Devedjian, Jacques Médecin, Paul d'Ornano, Bernard Guillet impliqué comme Pasqua dans l'Angolagate et dans l'affaire "pétrole contre nourriture" en 2001, Paul-Marie Couteaux (membre de divers groupuscules politiques d'extrême droite, conseiller de Dupont-Aignan depuis 2017), le préfet proche de Pasqua Bernard Tomasin, William Abitbol (proche de Pasqua membre de partis d'extrême droite pseudo souverainistes), Dominique Vescovali membre du RPR associé à Yann Piat jusqu'à son assassinat, François Bachelot (futur député FN en 1986)...



Des antennes ont été ouvertes dans quelques villes, plutôt dans les régions où le SAC était bien implanté : sud-est, région lyonnaise, Paris. A Marseille le président de la section était Paul Gaillet, ex secrétaire fédéral du SAC, le vice-président Jean Roussel, futur député FN et le secrétaire était Joseph Nicolaï, ex commandant principal de police et membre du SAC. Les membres étaient aussi d'anciens du SAC.

Mouvement Initiative et Liberté



Un autre mouvement, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) a été lancé en décembre 1981, qui existe toujours. Ses idées sont évidemment très à droite, et un individu comme le préfet Lallemand par exemple est tout à fait dans la ligne. On trouve au comité d'honneur (dont la plupart des membres sont décédés) des gens comme Jean Tibéri, Eric Raoult, Roger Karoutchi, Bernard Debré, Philippe de Gaulle tous de l'UMP et encore vivants, mais aussi Jacques Foccart, Charles Pasqua, et plusieurs ministres. Selon certains le MIL est une "boîte à idées" de l'UMP. Il est installé dans les m[^]mess locaux que l'UNI, le syndicats universitaire d'extrême droite créé en 1969 par le SAC.

Le MIL considère "la gauche" comme une "maladie pernicieuse" qui "porte un coup tragique et quasi définitif au redressement de la France" et est "retranchée dans d'innombrables recoins" si bien que "ses idées imprègnent en profondeur l'état d'esprit ambiant". Bref, la menace est partout, le MIL est le dernier bastion de résistance face aux bolchévisme. Et à l'islamisme, devenu la priorité numéro 1 avec l'immigration. Il a des antennes actives un peu partout dont les membres sont surtout occupés à faire de la propagande et soutenir les campagnes des candidats UMP.



Le SAC lui aussi a perduré. **L'affaire du Rainbow Warrior**, explosé par des membres des services français dans le cadre de l' "opération satanique", en a été l'illustration en 1986.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LUXEMBOURG, le 3 septembre 1985

Ministère d'État

Service de l'Enseignement

No.

TOP SECRET

A

Monsieur le Ministre d'État, Président du Gouvernement
à LUXEMBOURG

Objet : Exercices SB (Stay Behind)

Monsieur le Ministre d'État,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir marquer votre accord pour notre participation à deux exercices internationaux prévus dans le cadre de l'instruction pratique des agents SB.

~~Ces exercices se dérouleront en partie sur le territoire luxembourgeois et consistent en diverses opérations d'infiltration et d'exfiltration de matériel et de personnel par la voie aérienne aussi bien que par la voie terrestre. Les exercices se dérouleront en collaboration avec les services clandestins français et belges. Les exercices auront lieu pendant la période du 5 au 20 octobre ainsi que du 4 au 6 novembre 1985.~~

Les exercices se dérouleront suivant les normes de sécurité prescrites pour la circulation dans l'espace aérien.

D'accord
[Signature]
17-9-85

Le Chef du Service de l'Enseignement
de l'État
[Signature]
(Ch. WITTMANN)

TOP SECRET

208 - 2. 24 - 12/85



Dans un document du Gladio luxembourgeois, daté de septembre 1985, le chef des renseignements prévient le 1er ministre que des exercices conjoints d' "exfiltration" de matériels et de personnes, par l'air et par la terre, auront lieu du 5 au 20 octobre et du 4 au 8 novembre 1985. Conjoints, car "les exercices se dérouleront en collaboration avec les services clandestins français et belges", précise le courrier. En juillet 85, un autre exercice était annoncé dans les mêmes conditions, avec les « services clandestins » anglais cette fois-ci.

Derrière plusieurs coups d'Etat, notamment en Afrique, on retrouvait la trace des réseaux Foccart jusque dans les années 2000. En 1997 par exemple, Denis Sassou Nguesso a accédé au pouvoir à l'issue d'une guerre civile et au soutien des réseaux de Foccart. Jean-François Probst, professionnel du RPR proche de Chirac et de Foccart, a écrit dans un livre qu'il a aidé Sassou Nguesso "à partir de la fin 1995 jusqu'à son retour au pouvoir en 1997", à la demande de Foccart.

Une aide sur le plan médiatique, a-t-il précisé, mais pas seulement : "En juillet 1997, la guerre a commencé. Les combats ont duré tout l'été. J'ai aidé le clan Sassou à revenir là-bas. Et je lui ai trouvé des armes au mois d'août 1997, après le décès de Jacques Foccart, à la demande de Pierre Oba, le ministre de l'Intérieur... Il fallait trouver de l'artillerie. Je n'ai jamais été marchand de canons, mais j'ai aiguillé Oba vers un spécialiste à Monaco. Et le président angolais José Eduardo Dos Santos a aidé Sassou à donner le dernier coup de reins..."

Dans son deuxième livre, Gérard Fauré raconte que le SAC était aussi derrière la mort du journaliste – écrivain Jean-Edern Hallier... en 1997 : des types du SAC lui auraient demandé de fournir à son client de la coke "foudroyante", c'est-à-dire du poison [83]. Il a été livré le matin même de sa mort, d'une "crise cardiaque" à 60 ans alors qu'il faisait son tour en vélo [84].

Cet assassinat aurait été commandité parce que Hallier préparait un livre de révélations sur Mitterrand. Pourtant, en 1996 Hallier avait publié "L'honneur perdu de François Mitterrand", qui avait été censuré pendant 13 ans et agaçait encore pas mal de monde en mitterrandie.

Mitterrand comme on l'a vu était un fasciste, vichyste, passé à gauche grâce à de l'argent issu de divers milieux. Grossouvre son ami d'extrême droite a financé au moins trois de ses campagnes présidentielles à partir 1965. L'un de ses banquiers pendant plus de vingt ans était Jean-Pierre François de son vrai nom Joachim Felderbraum, vieil ami de Roland Dumas depuis 1940, puis réfugié en Suisse où il est devenu ami avec des Collabos comme Jean Jardin qui a été directeur de cabinet de Pierre Laval et où il s'est lancé dans le trafic d'armes et a recruté auprès de lui Raymond Abelio, cagoulard polytechnicien versé dans les délires mystiques, lui aussi réfugié en Suisse à la Libération (on notera que comme beaucoup de cagouleurs collabos il a lui aussi été blanchi par Bénouville avec le tampon "Résistant").



Mitterrand vichy

Officiellement Mitterrand a détruit le SAC, qui était en fait la succursale française du stay-behind, après la tuerie d'Auriol en 1981. Mais son bras droit pendant des années, François de Grossouvre, a continué à avoir la main sur le stay-behind français et comme on l'a vu Mitterrand était à une réunion du stay-behind en octobre 1990.

Comme on le voit aujourd'hui avec le scandale en devenir du "coronavirus" et ses nombreux corollaires: nos gouvernements successifs passent leur temps à nous mentir, ceux qui tiennent le pouvoir ne cessent de mener des magouilles dans le dos de la population pour des intérêts qui n'ont rien de général. La mainmise du capitalisme US -qui contrôle la CIA- sur les renseignements et le marigot politique national n'ont fait qu'accentuer les dérives.

Si l'existence des réseaux stay-behind est encore niée avec autant de vigueur, c'est justement parce que leur connaissance permet de mieux comprendre comment fonctionnent les "relations transatlantiques", pourquoi nos dirigeants sont incapables de penser, ne faisant qu'appliquer des directives et injonctions allant toujours dans le sens des intérêts de quelques-uns, le 0,01% (et encore) occupé à siphonner les richesses et à réclamer toujours plus d'autoritarisme, de contrôle, de restrictions pour les citoyens.

La situation actuelle n'est pas le fruit d'un hasard: les nazis n'ont pas perdu la guerre, ils se sont infiltrés dans les nouvelles structures, ont mis des costumes, se sont mis à parler management, business, gouvernance, finance.



[1] Cf. "Des secrets si bien gardés" de Vincent Nouzille.

[2] Grossouvre a été un des membres de l'OSARN (Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale), alias la Cagoule, créée par Eugène Deloncle et financée par le patron de l'Oréal, Eugène Schueller, notamment. La Cagoule a été active très peu de temps dans les années 30, mais elle avait clairement un but insurrectionnel. Selon un article de Thierry Meyssan, "Histoire secrète de L'Oréal" du 3 mars 2004, Grossouvre dirigeait avec Joseph Darnand une cellule de La Cagoule, appelée Les Chevaliers du Glaive, dotée d'un rituel proche de celui du Ku Klux Klan, d'où l'appellation de "La Cagoule". En novembre 1937, l'organisation, qui avait placé des caches d'armes un peu partout sur le territoire, a tenté un coup d'Etat et cela a précipité sa chute. Mais les membres continuent leurs activités.

[3] D'après Louis Mouchon, qui a été son agent traitant et l'a recruté, le fait que Grossouvre était le patron des sucres Berger & Compagnie leur fournissait aussi une couverture.

[4] Grossouvre a été le premier à ouvrir une usine de production de Coca-Cola en France. Il a exploité celle-ci avec Gilbert Beaujolin, qui a contribué au financement des activités illégales de Jacques Foccart, notamment en Afrique. Cette société servait aussi de couverture, offerte par les US, pour des transactions financières et commerciales discrètes.

[5] Selon sa bio officielle "En 1953, il investit dans la création de L'Express et se lie d'amitié avec Françoise Giroud et Jean-Jacques Servan-Schreiber".

[6] L'attentat contre l'avion du président Habyarimana a eu lieu le 6 avril.

[7] Selon la fille de François de Grossouvre, interviewée par Le Figaro le 18 juin 2010, "Une seule chose, dans cette ténébreuse affaire, est certaine: la raison essentielle de la mort de notre père réside dans ses désaccords avec Mitterrand à la fin du second septennat". Foccart et Debizet figuraient parmi les fondateurs du MIL, avec Pierre Messmer qui a été ministre des Armées et 1er ministre de juillet 1972 à mai 1974.

[8] Le PCF a donc fait pression en faisant passer une loi pour réduire les pouvoirs de l'exécutif, une autre pour réduire de 20% le budget de la défense, ce qui a amené de Gaulle à démissionner de son poste de chef du gouvernement provisoire. Il pensait être rappelé mais ce ne fut pas le cas, il n'est donc revenu qu'en 1958 après une longue période d'instabilité due au fait que la légitimité du vote de gauche n'a jamais été reconnue par Washington. Toutefois, les socialistes ont réclamé la part du lion dans les ministères car l'aide du plan Marshall a été conditionnée entre autres au fait que les communistes soient marginalisés même s'ils étaient le premier parti de France à ce moment.



[9] Dans l'article "La grève de avril-mai 1947 de la régie Renault : des événements à leur contexte général", publié en juin 1994 dans Renault Histoire.

[10] Une grève qui a de manière assez surprenante été encouragée par le MRP (Mouvement Républicain populaire qui a existé de 1944 à 1967), parti situé au centre, ainsi que la presse qui y était rattachée, et même par la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), jusqu'au départ des ministres communistes. Apparemment, des perturbateurs ont été embuachés pendant la grève et juste avant, d'ex collabors recrutés pour surveiller les ouvriers, de mouvements ciblés contre la CGT... Et plusieurs dirigeants de la SFIO rencontraient très régulièrement l'ambassadeur US Caffery pour lui rendre ncompte de la situation.

[11] Ce vote n'a pas été obtenu sans mal, parce que le parti communiste était contre les grèves qui le dérangeaient dans sa gestion des affaires. De plus, la CGT était son alliée et bloquait les mouvements de la base et a réussi à casser le mouvement à partir du mois de mai, mais les ministres communistes ont été obligés de céder à certaines revendications.

[12] Signé le 16 février 1948, l' "Accord entre la république française et les Etats-Unis d'Amérique relatif aux facilités accordées aux forces américaines en France en corrélation avec l'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche" permet aussi de faire des escales dans quatre bases militaires sur le territoire, dont deux en métropole.

[13] Henri Soutif qui avait arrêté le Dr Petiot en 44. Marcel Petiot, membre des milices patriotiques, a été condamné pour avoir fait disparaître plusieurs femmes corps et biens avec l'aide de sa femme et de son frère notamment, ainsi que des Juifs et des gens qui cherchaient à fuir, afin de récupérer ce qu'ils avaient avec eux.

[14] Selon Roger Falligot, Jean Guisnel et Rémi Kauffer dans "histoire politique des services secrets français", c'est parce que Touvier a été impliqué dans ce "Plan Bleu" que "en 1963, le colonel Jacques Zahm, alors chef adjoint du service Action du SDECE, était intervenu en sa faveur auprès du Premier ministre Georges Pompidou". Pourtant, Touvier avait un profil inquiétant : même ses ex-collègues miliciens l'ont décrit comme "un véritable gangster, dont le principal travail était le pillage des biens israélites", selon un rapport de la police de mai 1946, où il est encore précisé que "Touvier est représenté comme un individu dangereux, sans scrupule, dont le travail a été dirigé dans un but personnel".

[15] Selon un document déclassifié de la CIA (une lettre du consul des USA à Marseille de juin 1989, destinée au ministère des affaires étrangères à Washington), Touvier a resurgi en 1971 après que Pompidou l'ait amnistié, et lui ait rendu ses biens (à noter qu'en s'enfuyant, Touvier avait embarqué le magot de la milice qu'il dirigeait). Mais suite à la polémique, un mandat d'arrêt a été lancé à nouveau contre lui en 1981.



[16] Cf. « Touvier, un milicien à l'ombre de l'Église » de Claude Moniquet.

[17] Cf. « US Army Special Warfare », d'Alfred H. Paddock Jr.

[18] Grossouvre a été un des membres de l'OSARN (Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale), alias la Cagoule, créée par Eugène Deloncle et financée par le patron de l'Oréal, Eugène Schueller, notamment. La Cagoule a été active très peu de temps dans les années 30, mais elle avait clairement un but insurrectionnel. Selon un article de Thierry Meyssan, « Histoire secrète de L'Oréal » du 3 mars 2004, Grossouvre dirigeait avec Joseph Darnand une cellule de La Cagoule, appelée Les Chevaliers du Glaive, dotée d'un rituel proche de celui du Ku Klux Klan, d'où l'appellation de « La Cagoule ». En novembre 1937, l'organisation, qui avait placé des caches d'armes un peu partout sur le territoire, a tenté un coup d'Etat et cela a précipité sa chute. Mais les membres continuent leurs activités.

[19] D'après Louis Mouchon, qui a été son agent traitant et l'a recruté, le fait que Grossouvre était le patron des sucres Berger & Compagnie leur fournissait aussi une couverture.

[20] Grossouvre a été le premier à ouvrir une usine de production de Coca-Cola en France. Il a exploité celle-ci avec Gilbert Beaujolin, qui a contribué au financement des activités illégales de Jacques Foccart, notamment en Afrique. Cette société, selon Heinz Duthel, servait aussi de couverture, offerte par les US, pour des transactions financières et commerciales discrètes.

[21] Dans son livre "Drugging America: A Trojan Horse", l'ex agent du FBI Rodney Stich explique que Pepsi-Cola et Coca-Cola, présentes partout dans le monde, étaient impliquées dans le trafic de drogue.

[22] Grossouvre, fils du fondateur de la Banque française du Liban, rencontre Mitterrand à la fin des années 50 et il contribue à étendre son cercle de relations dans les milieux industriels et d'affaires. Quant à la version autorisée sur le revirement de Grossouvre vers la Résistance à la fin de la guerre, elle est donnée par Gérald Arboit, chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) : "Sous le nom de "Colbert", celui-ci avait été un agent de l'Organisation de résistance de l'armée (1942-1944), pour le compte de laquelle il avait infiltré le Service d'ordre légionnaire, une organisation militarisée fortement collaborationniste (1942-1943) ; sous le nom de code de "Monsieur Leduc", il contacta "dix personnes de son entourage qu'il juge[ait] aptes à encadrer un réseau de résistance en région Rhône-Alpes"



[23] Dans "La non épuration en France", Annie Lacroix-Riz cite René Blanchard, militant historique des Croix de Feu, dont le dossier pour collaboration a été classé sans suite dès 1945 et Marcel Pelletier, commissaire des RG à Versailles révoqué en août 1944 pour sa proximité avec la Gestapo et avoir livré des résistants aux Nazis. 16 personnes ont été arrêtées mais l'affaire n'a jamais vraiment été élucidée.

[24] Bénouville est aussi allé se battre pour Franco en Espagne en 1936, avec son ami Michel de Camaret qui était aussi membre du service d'ordre du RPF. Quelqu'un de bien, donc, pour les US.

[25] Cf. "Une Histoire de la résistance en Europe occidentale" d'Olivier Wieviorka.

[26] C'est Bénouville qui aurait envoyé le dénommé Hardy à la réunion à laquelle ont eu lieu l'arrestation de Jean Moulin et d'autres résistants. Hardy n'y était pas convié, et est soupçonné d'avoir informé la Gestapo de Klaus Barbie, notamment parce qu'il venait tout juste d'être arrêté et remis en liberté. Pour certains, Jean Moulin, qui dénonçait la proximité du réseau de Bénouville avec les Américains, a été victime de La Cagoule. Et il est vrai que Bénouville se rendait régulièrement en Suisse pour voir son ami Allen Dulles pour négocier le rapprochement avec les US dans le dos de Jean Moulin qui cherchait à s'unifier sous les ordres de De Gaulle. Le journal Le Point du 23 mai 2013 s'interroge "Pourquoi Bénouville, qui savait Hardy surveillé, l'a-t-il envoyé dans une réunion aussi importante ? Gelin émet cette hypothèse : "Bénouville considérait Moulin comme un agent crypto-communiste", selon l'auteur d'un livre sur l'affaire. Par ailleurs, l'avocat de Klaus Barbie a menacé de sortir lors de son procès une lettre montrant que Barbie travaillait pour l'OSS depuis 1943. Et il est vrai qu'à la fin de la guerre, de nombreux résistants communistes ont été liquidés. Selon les avocats de Barbie, c'est en échange de la neutralisation de résistants communistes que les US lui auraient livré Jean Moulin. Annie Lacroix-Riz explique dans "La Non épuration en France" que dès 1946, les leaders gaullistes savaient quel rôle avait joué Hardy et ses contacts avec la gestapo lyonnaise, mais ont étouffé cette version des faits. Ils étaient aussi au courant des négociations entre Barbie d'un côté et Bénouville et Frenay de l'autre avant l'arrestation de Moulin et Delestraint. Jugé deux fois pour cette affaire, Hardy a été acquitté deux fois.

[27] Cf. "The Skorzeny Papers: Evidence for the Plot to Kill JFK" de Ralph P. Ganis.

[28] Foccart y a été plusieurs fois, comme le raconte Pierre Péan dans "L'homme de l'ombre", consacré à Foccart : « Foccart y fait une période de 14 jours en août 1950, une de 21 jours en août 1951, une de 6 jours en août 1952, une de 13 jours en avril 1957... Sa dernière période à Cercottes remonte à août 1969".

[29] Cf. "Escadrons de la mort, l'école française" de Marie-Monique Robin.



[30] Les militaires brésiliens ont contribué au coup d'Etat de Pinochet au Chili.

[31] Cf. "The Skorzeny papers : Evidence for the plot to kill JFK" de Ralph P. Ganis.

[32] En effet, l'enquête, menée par le commissaire Valantin, a souffert de nombreuses fuites et de lenteurs organisées. Lors du procès en 1953, les différents services de sécurité se sont mutuellement accusés d'avoir couvert ou organisé le coup, qui portait sur plus de 200 millions de Francs de l'époque. L'un des organisateurs, le proxénète ex gestapiste Paul Leca, était ami de longue date du chef de la Sûreté nationale et supérieur de Roger Wybot, Pierre Bertaux, accusé par Valantin d'être le véritable cerveau du vol. Valantin a aussi accusé Wybot d'être de mèche et d'avoir organisé un gang de flics et de truands. Et Leca était en relation avec Skorzeny depuis son passage dans la Gestapo à Marseille.

[33] Cf. "Les réseaux stay behind en France 1945-1962"

[34] De Gaulle a décidé de la mettre en sommeil en 1959, puis la reprise des activités sous un autre nom en 1960. L'objectif était de rassembler les gaullistes sur le plan politique hors de partis.

[35] Cf. Rapport du Sénat Belge en 1991 sur le stay-behind local.

[36] Apparemment, il était déjà envisagé comme une option en 1947 pour un coup d'Etat en cas de victoire communiste aux élections.

[37] Le "Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla".

[38] Cf. "Les réseaux stay-behind en France 1945 – 1962".

[39] Cf. "Les Parrains corses: Leur histoire, leurs réseaux, leurs protections" de Jacques Follorou et Vincent Nouzille. Les auteurs écrivent que Ferri-Pisani et Antoine Guerini sont restés très proches jusqu'à l'assassinat de Guerini en 1967.

[40] Cf "The Great Heroin Coup: Drugs, Intelligence & International Fascism" d'Henrik Krüger.



[41] Léon Blum en personne aurait fait pression sur le département d'Etat US, via l'ambassadeur à Paris Jefferson Calfrey, afin d'obtenir de l'argent pour les syndicats non-communistes. Il a même précisé qu'il sera "possible dans un futur pas trop lointain de briser le contrôle de la CGT par les communistes".

[42] Attia a été arrêté par les espagnols pour avoir fait sauter l'hôtel où se trouvait el Fassi dans la partie espagnole du Maroc. Il a ensuite été extradé en France puis vaguement jugé et vite libéré.

[43] Cf "The Great Heroin Coup: Drugs, Intelligence & International Fascism" d'Henrik Krüger.

[44] Cf. "Histoire politique des services secrets français: De la Seconde Guerre à nos jours" de Roger Faligot Jean Guisnel et Rémi Kauffer.

[45] Le prieuré de Sion se revendique dans la filiation des Templiers. Il a été créé en 1956 par un Collabo dénommé Pierre Plantard, qui disait être d'origine mérovingienne. Il a été franc-maçon quelques années avant de mettre en place son groupuscule. Roger Patrice Pelat, un homme d'affaires magouilleur très proche de Mitterrand, était "grand-maître" dans le "prieuré", en fait une association loi 1901.

[46] Cf. Frédéric Charpier, "Les RG et le Parti Communiste : un combat sans merci dans la guerre froide".

[47] Selon Frédéric Charpier, l'un des responsables de ce fichier au milieu des années 50, et des actions qui allaient avec, était un homme de confiance du ministère de l'Intérieur, membre des RG, un certain Duflot qui avait déjà contribué à persécuter le Parti Communiste lorsqu'il a été interdit par Daladier en 1939, juste avant la guerre. Puis il a continué dans la police pendant la guerre, ce qui en fait un collabo.

[48] Mitterrand avait créé et dirigeait alors la "Fédération de la gauche démocrate et socialiste" (FGDS) regroupant les partis de gauche non communistes entre 1965 et 1968 ("Parti socialiste SFIO", "Union démocratique et socialiste de la Résistance", "Parti radical-socialiste", "Convention des institutions républicaines", "Union des clubs pour le renouveau de la gauche", "Union des groupes et clubs socialistes").

[49] Cf. Vincent Nouzille, "Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la CIA et de la Maison-Blanche sur la France et ses présidents"



[50] Cf. Vincent Nouzille, "Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la CIA et de la Maison-Blanche sur la France et ses présidents".

[51] Cf. "L'Orchestre noir – Enquête sur les réseaux néo fascistes" de Frédéric Laurent. Cela a été prouvé par des notes retrouvées chez Aginter Press, une agence de presse liée aux réseaux fascistes proches de la CIA. L'un de ces documents précisait que Leroy a fourni des renseignements au profit de l'OTAN entre 1958 et 1966, et qu'il était un "spécialiste de la recherche du renseignement anti communiste avec une couverture de journaliste engagé" (pro communiste).

[52] Cf. "L'orchestre noir", p.152 -156.

[53] Leroy aurait rencontré le leader de l'extrême droite italienne Stefano Delle Chiaie lors d'un grand congrès de fachos, le Congrès du Nouvel ordre Européen, qui a été organisé à Milan en 1965 et 1967.

[54] Cf. Vincent Nouzille, "Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la CIA et de la Maison-Blanche".

[55] Cf. "Les armées secrètes de l'OTAN" de Daniele Ganser.

[56] Cf. Nicolas Lebourg, "Les nazis ont-ils survécu ?".

[57] Cf. "Dope Inc."

[58] Des lieutenants de Meyer Lansky, par exemple, étaient parmi les "investisseurs" principaux de Permindex. Il y avait aussi une banque très liée au clan Lansky, la Banque de Crédit International basée en Suisse, qui a fait faillite en 1974.

[59] Foccart avait apparemment magouillé avec les Allemands pendant la guerre, tout en étant à la tête d'un groupe de résistants dont 11 ont été arrêtés ou tués en quelques jours. Foccart s'en est tiré. Le témoin qui aurait pu parler de ses affaires avec l'organisation Todt de l'armée allemande a été tué dans les jours suivant la Libération et finalement ce dossier a été classé sans suite, explique Alain Jaubert dans « D comme Drogue ». Foccart a aussi été cité dans l'affaire du meurtre d'un élu local, Emile Buffon, en juin 1944. Le crime est resté irrésolu, mais des soupçons ont porté sur Foccart et sa bande, qui tenaient dans le coin un dépôt d'armes qui n'a jamais servi à la Résistance. Pourtant, en août 1944 il se battait avec les US.



[60] Cf. "La CIA en France : 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises" de Frédéric Charpier.

[61] Dans "Histoire secrète de la corruption sous la Ve République", les auteurs expliquent qu'en arrivant à l'Elysée, Pompidou a nommé Alexandre De Marenches à la tête des services spéciaux. Celui-ci a tenté de les nettoyer un peu des barbouzes proches de Foccart, en vain. Foccart a alors sollicité les chefs d'Etat africains pour qu'ils apportent des valises de billets à Pompidou, puis ensuite à Giscard. Cela a continué sous Chirac et Mitterrand a minima.

[62] Lettre de Lyonnel Méloir à Jacques Foccart du 28 janvier 1955 citée dans l'article de Sylvain Mary "Renseignement, propagande et réseaux gaullistes outre-mer. Jacques Foccart et les Antilles-Guyane sous la IVe République".

[63] Le journaliste de L'Humanité Alain Guérin a ainsi expliqué en 1982 devant la commission d'enquête parlementaire qu'au tournant des années 70, "On parlait beaucoup à Marseille du recrutement dans les prisons, notamment grâce à des transferts fictifs d'une prison à l'autre qui étaient, en fait, des évasions légales. On a su, par la suite, que ces recrutements de truands avaient commencé dès l'époque de l'OAS, notamment à partir de Christian David".

[64] Cf. "Le gaullisme d'ordre des années 68", dans la revue "Vingtième Siècle. Revue d'Histoire", paru en 2012.

[65] Cf. "Les Parrains corses: Leur histoire, leurs réseaux, leurs protections" de Jacques Follorou, Vincent Nouzille. C'est seulement en 1971 qu'il a été arrêté, puis condamné à 5 ans de prison.

[66] Cf "The great heroïn coup : Drugs, intelligence & International Fascism" d'Heinrik Krüger.

[67] En 1968, de Gaulle a amnistié els anciens de l'OAS emprisonnés, à la demande des généraux de l'armée qui ont accepté de le soutenir en mai 1968 seulement s'il libérait tout le monde.

[68] Cf. "D comme drogue" d'Alain Jaubert.



[69] Cf. Rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC, volume 1.

[70] L'ex commissaire Lucien Aimé-Blanc a expliqué que "Chalret était un personnage central chargé d'organiser les libérations conditionnelles de voyous. Le contrat était simple : on vous fait sortir de prison, mais vous travaillez pour nous !" " Chaque fois qu'on arrêtait des truands [liés au gang des Lyonnais] à la BRI, trois-quatre mois après, ils étaient relâchés, après intervention de Chalret". Ces truands étaient ensuite amenés à collaborer dans des magouilles. Avec l'avocat radié et député de l'Yonne Pierre Lemarchand, ponton du RPF et membre du SAC, Chalret recrutait pour lutter contre l'OAS. Les deux travaillaient pour Roger Frey, ministre de la Justice. Chalret est mort dans un accident de voiture en juin 1993 (il se serait endormi au volant).

[71] Selon un article de la presse Israélienne rapporté par Courrier International, "Au début, cette coopération s'est traduite par le partage d'informations sur l'organisation clandestine. Puis le Mossad livra des armes qui serviront dans une série d'assassinats perpétrés par les services français contre le siège du FLN au Caire", écrivent les journalistes de Yediot Aharonot". C'est encore le Mossad qui aurait attiré Ben Barka à Paris.

[72] Apparemment Oufkir lui a promis la direction des affaires extérieures de Royal Air Maroc. Selon les renseignements français, Antoine Lopez travaillait depuis peu d'abord pour les services marocains et ne donnait pas des informations complètes au SDECE.

[73] Si Oufkir est bien passé dans la villa avec le colonel Dlimi, comme l'ont confirmé plusieurs témoins, il n'est pas certains qu'il ait tué Ben Barka. Dans une interview donnée en 1966 à un journal libanais, il a dit que quand ils sont partis Ben Barka était encore vivant et devait être transféré au Maroc. Il a finalement été assassiné par Hassan 2 en 1972 après une tentative de coup d'Etat ratée organisée avec des militaires marocains et des barbouzes françaises comme Boucheseiche et le Ny, tous exécutés des prisons marocains. Sur ordre du colonel Dlimi.

[74] Cf. "D comme Drogue" d'Alain Jaubert.

[75] Notamment du trafic d'armes et l'élimination des concurrents du SDECE dans le trafic.

[76] Cette chaîne de restaurants avait des établissements dans différents pays comme l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie, et s'est transformée en bordels de luxe qui ont servi de base arrière à ses trafics.

[77] Cf. "The great heroin coup : drugs, intelligence & international fascism" de Henrik Krü ger.

[78] Cf. "D comme Drogue".



[79] En fait selon Henrik Krüger, David n'a pas été torturé par la police brésilienne, mais interrogé en présence d'agents de la CIA, qui officiaient à cette époque comme formateurs de la police de la dictature, et participaient souvent aux "interrogatoires" d'opposants.

[80] Il trainait avec plusieurs des types du SAC qui ont enlevé Ben Barka en plein Paris (notamment Julien Le Ny, Georges Boucheseiche et Georges Figon), dans le resto de Jo Attia à Montmartre, le Gavroche. Il est même soupçonné d'avoir participé et même organisé l'enlèvement pour le compte du général Oufkir, proche du pouvoir Marocain. Il a expliqué qu'il était présent chez Georges Figon avec une autre barbouze juste avant son "suicide" et l'intervention de la police et a été payé par Oufkir pour participer à l'organisation de l'enlèvement.

[81] Condamné à mort à la Libération pour avoir dirigé la milice à Lyon pendant la guerre, Touvier s'est enfui et a miraculeusement été gracié par Pompidou en 1971. Selon Alain Jaubert dans "D comme Drogue", lors des enquêtes sur le proxénétisme dans la région lyonnaise, on a appris "que le commissaire Tonnot avait 'arrangé' le dossier Touvier qui devait être remis à Pompidou. Selon certaines rumeurs, Paul Touvier avait eu des responsabilités relativement importantes dans la région lyonnaise : d'une part il se serait occupé du développement du département 'vidéo cassettes' d'une grande firme nationale ; d'autre part il aurait secondé des hommes du SAC dans des tâches de fichage et de surveillance des milieux syndicaux et gauchistes dans la région Rhône-Alpes"

[82] Charret déclarait alors dans Le Nouvel Observateur : "Depuis qu'il n'y a plus de maisons closes, nos rues sont littéralement infestées de filles qui font le trottoir. Je considère cela comme un véritable fléau. Il faut nettoyer les rues, enlever les filles.... Mais alors, où les mettre, me direz-vous ? Eh bien, dans des maisons justement, dans des quartiers spéciaux, où ne les verront que ceux qui voudront bien les voir". Quel humanisme.

[83] Fauré raconte qu'il a remplacé la coke par "du résidu de batterie", qui ressemble à la coke et en a le goût, mais tue rapidement.

[84] C'était le 12 janvier 1997 alors qu'il était en vacances à l'hôtel Normandy de Deauville. Le corps n'a jamais été autopsié. Immédiatement après son décès, sa chambre d'hôtel a été visitée à plusieurs reprises par des "policiers". La cellule des écoutes de l'Elysée mise en place par Mitterrand a réalisé 640 écoute sur Jean-Edern Hallier, rien que sur la période du 4 septembre 1985 au 19 mars 1986. Il a subi des pressions administratives, fiscales, judiciaires, et était suivi de très près par les renseignements.

Source : <http://dondevamos.canalblog.com/archives/2021/04/11/38914658.html>